

UN AN DE JOURNALISME
EN PAYS OCCUPÉ

RECUEIL D'ARTICLES

PARUS DANS LA

„GAZETTE DES ARDENNES”

1 NOVEMBRE 1914 - 31 OCTOBRE 1915

AD
38

Charleville
Gazette des Ardennes”

Leipzig
F. Volckmar



18 JAN. 2021

IRHIS - Lille 3

IRHIS - C32989

UN AN DE JOURNALISME

EN PAYS OCCUPÉ

18 JAN 1952

IRHIS - 31491

1952-01-18

IRHIS - 31491

1952-01-18

UN AN DE JOURNALISME

EN PAYS OCCUPÉ

RECUEIL D'ARTICLES

parus dans la

“ GAZETTE DES ARDENNES ”

1^{er} Novembre 1914 — 31 Octobre 1915

UN AN DE JOURNALISME

EN PAIS ÉTRANGERS

RECUEIL DE RAPPORTS

ÉTATS DES SAISONNÉS

1884-1885

ALLEMANDS ET FRANÇAIS

Dans notre appréciation du magnifique discours de M. de Bethmann-Hollweg, nous écrivions : « il n'y a pas un seul soldat, parmi les Allemands, qui éprouve de la haine pour les Français ». Nous ajoutions qu'au cœur même de l'Allemagne, on remarquait une certaine sympathie pour la France, parce qu'on la considère comme une victime de la politique égoïste de l'Angleterre. Partant de cette opinion, on est disposé à pardonner bien des choses à la France et à la juger d'une façon plutôt modérée.

Autrement que les Anglais, haïs profondément, les Français sont considérés par les Allemands comme des adversaires allant de pair avec eux. Généralement ces sentiments populaires sont bien la juste réalité.

Pourtant le nombre augmente de ceux qui disent que ces sentiments bienveillants envers les Français vont trop loin.

C'est surtout l'attitude de la presse française qui donne à réfléchir ! Nous n'aimons pas les gros mots, mais nous devons constater que cette haine, cette campagne de calomnie, ces conspuations quotidiennes sont repoussantes.

Les Français, eux si fiers de leur culture, ne sont plus émus, quand on leur sert tous les jours des outrages inouïs et inventés dans le but de nourrir la haine. Est-ce vraiment la « grande nation » qui se pique d'être, pour ainsi dire, le professeur de bon goût du monde entier ?

Il est vrai que, parfois aussi, des journaux allemands commettent des exagérations, mais que les Français se donnent la peine de comparer le contenu de ces journaux à ce qu'on ose leur offrir journellement dans le « *Matin* » et l'« *Echo de Paris* », pour citer des feuilles du genre indigne, ou même dans le « *Journal des Débats* » et le « *Temps* » qui pourtant se disent sérieux. On ne s'étonne pas que des feuilles qui traitent souvent les ministres de la France eux-mêmes de criminels ou d'idiots, maltraitent encore beaucoup plus les Allemands, auxquels ils donnent, du reste, le sympathique nom de « boches ». Le mot « allemand » a disparu des colonnes de ces feuilles, il est remplacé par des mots comme « tudesques », « teu-

tons », « brigands », « barbares » et autres gentilles expressions du même genre.

Et ce qui est encore plus attristant, c'est que même les premiers esprits de la France font partie de ce syndicat d'excitation haineuse.

Nous voulons parler des Académiciens. Nous ne citerons que Maurice *Barrès* qui, il y a longtemps, a écrit de beaux livres, mais qui, aujourd'hui, est descendu dans l'arène la plus basse du combat politique ; nous nommerons encore René *Bazin*, auteur de tant de romans de psychologie saine et fine, et Alfred *Capus*, qui ne nous fait plus rire comme il le fit jadis, et — la plume se refuse presque à écrire le nom — nous voyons même le meilleur des écrivains français contemporains, Anatole *France*, dans cette clique déchuë. Ce n'est plus de la littérature que font ces Messieurs, ce n'est qu'un ragoût de calomnie en prose française.

Est-il noble d'outrager tous les jours la personne de notre Empereur ou de l'héritier du trône ? Est-ce qu'on a déjà oublié que même le « *Temps* » a dû démentir le conte bleu d'une comtesse hystérique sur le pillage que le Kronprinz aurait commis dans son château ? Un dicton bien connu dit : « Qui se fâche, a tort ». Et on est de plus en plus convaincu que toutes ces grossièretés ne sont en somme que l'expression de la peur, que pourtant elles ne peuvent chasser.

Nous ne voulons pas faire l'outrage aux Français de les déclarer responsables de tous les articles parus dans les journaux dont nous parlions plus haut. Tout de même, nous sommes obligés de constater que la haine prêchée sans cesse par ces feuilles s'est fixée au cœur du peuple et de ses autorités officielles.

Ceci est mis hors de doute par la condamnation ignominieuse de médecins militaires allemands, par les plaintes sans fin sur les mauvais traitements des prisonniers. Si même les juges et les autres compétences officielles n'ont pas honte de vider leur bile sur de pauvres prisonniers hors d'état de se défendre, que faut-il alors penser de la « noble France » ? Qu'on essaie de démontrer une seule action de ce genre en Allemagne ! Est-ce qu'on y a jamais maltraité les prisonniers, est-ce que des femmes se sont livrées à des voies de faits contre eux, comme cela est arrivé en France, où des pompiers ont dû les empêcher de lyncher des prisonniers ?

Voilà les fruits de cette campagne de presse entreprise par des

publicistes sans scrupules, ou payés par des gens intéressés à semer le poison de la haine contre l'Allemagne.

D'autre part il est incontestable que d'innombrables braves soldats, en dehors des journalistes qui fabriquent leurs articles empoisonnés dans des chambres bien chauffées, que tous ces soldats au front, dans les tranchées, rapporteront de cette campagne des sentiments tout à fait différents.

Ces journalistes, qui n'ont jamais vu les pauvres blessés qu'on ramène du champ de bataille, qui n'ont jamais passé un moment sous les obus, qui ne connaissent la guerre que de loin, seraient, en beaucoup de cas, trop lâches pour se servir d'une autre arme que de la plume ! Nous ne pouvons qu'exprimer notre dédain pour cette sorte de guerriers du plus bas étage.

Du généralissime jusqu'au plus jeune « pioupiou », tous les soldats ont pour leurs adversaires de l'estime.

Le soldat allemand et le soldat français, tous les deux, savent bien qu'ils accomplissent le même devoir suprême envers leur patrie, qu'ils lui sacrifient leur vie ! Et que dire des innombrables lettres de prisonniers français, qui insistent en louant les bons traitements dont ils jouissent en Allemagne. Ceux-là, une fois rentrés en France, ouvriront les yeux à leurs compatriotes aveuglés.

Ils diront, à haute voix, qu'ils n'ont pas trouvé des barbares cruels, des tribus sauvages, mais, au contraire, une population pleine de justice et de bonté.

Voilà qui pourrait nous mener à croire qu'il sera possible de rétablir plus tard des relations agréables avec la France, mais seulement quand elle sera mise à même de comparer les qualités du peuple qu'elle combat avec celles de ses propres Alliés.

Les courageux guerriers de la plume n'ont pas encore osé jeter la lumière sur la vraie valeur des amis russes et des autres alliés.

Quoique nous n'ignorions pas que la France officielle n'est pas aussi innocente de cette guerre qu'elle voudrait le faire croire, nous n'éprouvons ni haine ni colère, mais nous attendrons patiemment, mais froidement, jusqu'à ce que l'opinion publique, en France, ait changé complètement envers nous et jusqu'à ce que le peuple et la presse aient quitté définitivement le chemin des calomnies immondes et de la haine venimeuse.

PARIS ET LA FRANCE

Nous avons sous les yeux une page fanée par les années, par les 45 années qui nous séparent de la dernière catastrophe qui frappa la France, de l'épisode tragique qu'avant août 1914 on appelait l'« année terrible ».

Sur cette page oubliée, mais qui mérite de revivre aujourd'hui, s'épanche la douleur de la Province française, douleur d'hier et d'aujourd'hui, douleur dont la voix est une accusation. Écoutons-la :

« Depuis plus d'un demi-siècle, Paris règne en souverain sur la France. »

« En 1789, nos pères ont voulu une révolution pacifique; deux ans après, elle était dominée par les clubs parisiens. »

« Le premier consul et, bientôt après, l'Empereur ont reçu les pleins pouvoirs de la France, et, par deux fois, en 1814 et en 1815, Paris a traité seul de la reddition du pays. »

« Paris a acclamé les Bourbons et les a renvoyés. »

« Il a élevé le roi Louis-Philippe sur les barricades qui ont servi à le renverser. »

« Il a permis la République de 1848 et ne l'a pas soutenue. »

« La France a donné son adhésion au second Empire, et Paris seul a hérité du pouvoir vacant. »

« Il vient enfin de proclamer une troisième République ; mais comme il est dans la nature intime de cette capitale de ne jamais désirer que les gouvernements qu'elle n'a pas, il nous faut encore trembler sur le sort de ce troisième essai. »

« Sans doute, chacun de nous, suivant ses opinions, peut penser que l'une ou l'autre de ces révolutions a été utile ou nécessaire, mais ne faut-il pas avouer qu'elles ont été faites sans l'aveu du pays et que ce dédain ou cet oubli de l'assentiment de la France ont été une des causes principales de leur chute ? »

« Le pays est las de ce long asservissement d'un grand peuple aux caprices d'une Commune ; partisan de sages et fécondes réformes librement discutées, il déteste ces bouleversements périodiques qui en ajournent les bienfaits . . . »

« Chaque pouvoir qui tombe est injurié par le pouvoir vainqueur, et l'on va criant partout que la sottise des hommes qui le maniaient a été l'unique cause de sa chute ; mais comme tous les partis ont successivement gouverné le pays, cette explication est manifestement insuffisante. La vraie cause, c'est la souveraineté parisienne, s'affirmant au mépris des lois du pays, par le renversement de nos assemblées politiques, et la conclusion à tirer de ce fait irréfutable, c'est qu'aucun gouvernement ne durera en France tant que ses assemblées siègeront à Paris.

.....

« Que l'adversité nous éclaire ! Il va falloir se remettre au travail, y consacrer toutes nos forces, et, par une modestie devenue nécessaire, nous faire pardonner nos splendeurs d'autrefois.

.....

« Après de longues années de sagesse, Dieu bénira nos virils efforts, et notre cher et malheureux pays redeviendra la grande nation.

« EDOUARD BOINVILLIERS. »

(Extrait d' « Une lettre de Paris », publiée par le « **Moniteur officiel du gouvernement général à Reims** », n° 12, du 10 décembre 1870).

Cet écho d'hier n'est-il pas la voix de toujours, la voix de la France en deuil qui, à cette heure tragique de son histoire, paye une fois de plus la dette de Paris, souveraine exigeant et capricieuse, « Cité sainte » des éblouissantes chimères, des glorioles faciles et téméraires et des dangereuses ambitions !

Cet « asservissement à la capitale, dont la France est lasse » depuis si longtemps, elle ne l'a jamais subi autant qu'en ce siècle de concentration à outrance. Jamais la « Ville autocrate », elle-même menée par les serviteurs rusés et flatteurs de ses caprices, politiciens et journalistes, n'imposa au pays plus sanglante aventure que celle que quelques ambitieux purent tramer sous le couvert de son orgueil blessé et de son espoir de revanche, toujours vivace et sans cesse attisé.

Cœur fiévreux d'un pays qui avait, plus qu'aucun autre, besoin de calme et de paix, Paris rêva trop longtemps et trop haut ce rêve irréfléchi. La phrase revancharde était trop douce à son oreille et lui donnait un trop facile frisson de victoire !

La France, elle, la vaste campagne laborieuse et quelque peu somnolente, sentait à peine le danger, Amoureuse de son Paris comme on ne sait l'être qu'en province, amoureuse à la façon funeste de Madame Bovary, elle laissait faire, partageant de loin le festin des glorioles boulevardières dont les journaux apportaient tous les matins les miettes sur sa table rustique.

Elle laissa faire ainsi les politiciens, les journalistes. Ceux-ci marièrent la France à l'Angleterre, la fièvre de Paris à la froideur de Londres. Ils tramèrent dans le mystère l'intrigue belliqueuse et fatale, à l'abri des brillantes mises en scène parisiennes, voire en dehors du contrôle des représentants élus du pays.

Lorsqu'il a conclu ses traités secrets, engageant la France au profit des intérêts anglais, M. Delcassé bénéficia de complicités que l'Histoire établira. Mais dès aujourd'hui, il n'est pas douteux que seule l'ambiance illusionniste, aventureuse et chauvine de Paris, rendit possible la réalisation de cette politique fatale, contraire aux intérêts les plus élémentaires de la France.

Et à cette heure encore, où le sanglant destin s'accomplit en Flandre et en Champagne, c'est toujours de Paris que partent les folles excitations, les vociférations haineuses et insensées, destinées à fouetter jusqu'au désespoir l'âme meurtrie de la France, afin qu'elle ne cherche point les responsables des intrigues, des fanfaronnades, des mécomptes et des ambitions qu'elle paye aujourd'hui de son sang plus cher que jamais !

A propos d'un discours de M. Viviani

Le discours que le Président du Conseil des Ministres a prononcé le 22 décembre 1914, à la Chambre des Députés, est très beau au point de vue rhétorique, mais, tandis que le Chancelier de l'Empire allemand, dans ses deux grands discours du 4 août et du 2 décembre, portait à la tribune, à l'appui de ses allégations, des preuves indéniables ne pouvant laisser le moindre doute sur les véritables causes et les vrais provocateurs de cette guerre, M. Viviani ne trouve, en dehors des violentes attaques habituelles, que des phrases stériles comme celles qui ont trait au « *militarisme allemand* » et aux intentions belliqueuses que l'Allemagne nourrit depuis quarante-quatre ans envers la France, dans le but de l'écraser.

Ces arguments, par lesquels le Gouvernement français veut justifier, aux yeux du peuple, sa politique hostile à l'Allemagne, ne résistent pas au plus simple raisonnement.

En effet, si le service obligatoire en Allemagne, avec la loi de deux ans, est du « *militarisme* », le service militaire en France, avec la loi de trois ans, est du « *militarisme renforcé* ! »

M. Viviani a-t-il donc une si piètre idée de la puissance militaire de son alliée la Russie et de son armée de tant de millions d'hommes, pour croire sincèrement que l'Allemagne n'avait rien à craindre de ce côté ?

Evidemment, il aurait beaucoup mieux valu pour la France qu'au fur et à mesure que la Russie développait et augmentait son armée, l'Allemagne diminuât la sienne ! De cette façon, les hommes politiques et les journalistes français qui, dès le début de la guerre, promettaient à la nation, que les Russes seraient à Berlin fin octobre, au plus tard, ne se verraient au moins pas forcés à avouer leur erreur !

Quant au reproche, que l'Allemagne a toujours nourri des intentions belliqueuses envers la France, nous nous permettons de dire à M. le Président du Conseil que, bien au contraire, l'Allemagne a cent fois tendu la main à la France, qui l'a toujours repoussée pour la simple raison qu'une politique de détente et de réconciliation ne pouvait pas convenir aux hommes d'Etat dont le programme portait

en première ligne l'entretien de la haine contre l'Allemagne et l'exaltation de l'idée de la Revanche.

Comme la majorité du peuple français était plutôt disposée à vivre en paix avec l'Allemagne et à arriver, sinon à une réconciliation complète, au moins à un « *modus vivendi* », le parti politique hostile à ce rapprochement était naturellement obligé de chercher à arrêter ce mouvement qui menaçait de détruire tous ses plans et toutes ses combinaisons ! Il y réussit en montrant le spectre des « idées belliqueuses » de l'Allemagne, et le peuple, ou tout au moins sa grande majorité, se laissa entraîner.

Un éminent écrivain scandinave dit dans un de ses livres que les Français, pris individuellement, sont des hommes d'une intelligence supérieure, raisonnant avec beaucoup de logique, mais, dès que plusieurs sont réunis, le raisonnement fait place à un emballement dans lequel la logique n'occupe pas toujours la première place.

C'est sur cette particularité du peuple français, que le parti politique hostile à l'Allemagne basait tout son système, mais notre but est de nous adresser à chaque Français isolément pour lui demander si la logique la plus simple, la plus élémentaire ne lui dit pas que l'Allemagne, si elle avait réellement eu des idées agressives à l'égard de la France, n'aurait sans doute pas assisté de longues années à la réorganisation de l'armée russe devenant, avec l'aide des milliards prêtés par la France, un instrument de guerre de plus en plus puissant, mais qu'elle aurait profité de la guerre, ou du lendemain de la guerre russo-japonaise, alors que la Russie était complètement affaiblie et que la France elle-même n'avait pas la puissante armée d'aujourd'hui, pour provoquer et pour écraser son adversaire.

Ceci dit, parlons de l'affaire du Maroc qui marque le point de départ de la tension ayant abouti à l'horrible guerre actuelle. Depuis 44 ans, la France a pu, sous les regards bienveillants de l'Allemagne, qui ne contrecarrait jamais et nulle part ses projets, se constituer un puissant empire colonial, tandis que nous — malgré l'accroissement rapide de notre population et le développement formidable de notre commerce et de notre industrie — nous limitons nos prétentions au droit indéniable que nous avons, comme tous les autres peuples, de chercher notre place au soleil. Aucune difficulté sérieuse n'avait jamais surgi entre les deux pays au sujet des colonies, jusqu'au jour où M. Delcassé, alors ministre des affaires étrangères, conclut au sujet du Maroc son fameux traité secret avec l'Angleterre,

qui devait assurer à la France, à brève échéance, la possession de ce pays au grand détriment de l'Allemagne qui, cependant, y avait depuis longtemps d'énormes intérêts commerciaux et industriels. L'Angleterre — à sa manière habituelle — se fit payer d'avance le service qu'elle rendait à la France, en demandant à celle-ci son désistement en Egypte ; mais l'Allemagne, ayant eu vent de ce qui se tramait contre elle, se trouvait — si elle ne voulait pas déchoir à ses propres yeux — dans la nécessité de protester et l'on en arrivait ainsi à la conférence d'Algésiras.

A ce moment, et plus tard même, un arrangement satisfaisant pour les deux parties aurait été possible, si le désir loyal d'une entente amicale avait existé du côté des hommes politiques français ; mais ceux-ci, et en première ligne M. Delcassé, sacrifiaient la tranquillité et même la sécurité du pays à leurs ambitions et intérêts personnels, en se liant étroitement avec l'Angleterre — jusqu'alors ennemi séculaire de la France, dont l'égoïsme ne s'est jamais démenti, — et en inaugurant, sous la présidence d'Edouard VII, la politique d'encerclement dirigée contre l'Allemagne, qui devait fatalement aboutir, tôt ou tard, à une catastrophe mondiale.

C'est la continuation de cette politique qui avait impérieusement dicté à l'Allemagne « son brusque geste d'Agadir ». Car, à ce moment là, les intérêts allemands au Maroc étaient tellement menacés que tout retard porté dans la discussion et le règlement de cette question pouvait créer et augmenter le danger d'une conflagration que l'Allemagne — fidèle à sa politique — désirait sincèrement éviter.

Maintenant, quel homme loyal, non aveuglé par la haine et la passion, peut en vouloir à l'Allemagne d'avoir fait valoir ses droits sur le Maroc et de n'avoir pas permis à la France de prendre possession de ce pays sans compensation ? L'Angleterre ne s'était-elle donc pas, dès le début, et même par avance, fait dédommager largement pour l'abandon d'une chose qui ne lui appartenait même pas ? Pourquoi, à ce moment, personne n'a protesté contre le désistement de la France en Egypte, en faveur de l'Angleterre ?

Tout simplement parce que le parti politique français, hostile à l'Allemagne, a toujours su présenter les choses au public à sa façon et faire de toute démarche et de toute demande justifiée de l'Allemagne une « provocation ! »

Il a même réussi, avec l'aide des journaux chauvins, à transformer les marais du Congo, cédés par la France à l'Allemagne, en

échange de son désistement au Maroc, en une sorte d'Alsace-Lorraine!

Je me demande si réellement le peuple est si mal au courant de l'histoire pour ne pas savoir que l'Alsace a toujours été un pays allemand jusqu'au jour où il plut à Louis XIV de l'incorporer dans son royaume.

Nous n'avons donc repris que ce qui nous appartenait. Je demande également s'il existe un exemple dans l'histoire, qu'un peuple victorieux n'ait pas exigé, comme prix de ses sacrifices et du sang versé, un agrandissement de son territoire ! La France, si elle avait été victorieuse en 1870, se serait-elle bornée à conserver ses anciennes frontières ?

A-t-on donc oublié le fait que la même France, sous Napoléon III, exigeait et obtenait de l'Italie, comme prix de son intervention dans la guerre austro-italienne, la cession de deux magnifiques provinces : Nice et la Savoie, même sans que des milliers et des milliers de ses fils aient versé leur sang ? La France s'est-elle donc attendue à ce que l'Italie devienne son ennemie irréconciliable à la suite de cette cession ?

Le but de cet article est de prouver que le peuple a été induit en erreur par une clique politique qui n'agissait pas toujours par pur patriotisme et qui, aidée d'une certaine presse, a systématiquement semé et exalté la haine contre l'Allemagne en déformant tous ses actes et en lui imputant des responsabilités qui incombent uniquement à ceux qui ont voulu la guerre et à ceux qui n'ont rien fait pour l'empêcher.

Cette guerre monstrueuse est l'œuvre exclusive de quelques hommes politiques anglais et français et du parti militaire russe, et plus spécialement de deux hommes qui sont : Sir Edward Grey et le Grand-Duc Nicolas-Nicolajévitch.

Ceux qui ont mis le feu aux poudres, ainsi que leurs aides devront rendre compte de leurs actes devant le tribunal de l'Humanité!

Le peuple français, dans ce duel formidable, va-t-il devenir son propre arbitre en se débarrassant de ceux qui l'ont systématiquement trompé ?

Les qualités généreuses de la race vont-elles reprendre le dessus quand le peuple aura déchiré le voile qui l'empêchait de voir clair, quand il reconnaîtra que le vrai patriotisme est d'une essence autrement pure que la haine aveugle, et que les chauvins — à quelque nation qu'ils appartiennent — sont les ennemis de leur propre pays ?

LA DIPLOMATIE FATALE

Le radicalisme a eu pendant plus de quinze ans la majorité à la Chambre. Une majorité donc presque inamovible. Rien ne pouvait l'entamer, ni le changement des temps, ni l'« esprit nouveau », dont on a tant parlé, ni les grandes ou les petites fautes que chaque parti au pouvoir accumule. Jamais peut-être la France, ou plutôt la Province — car Paris pendant ces quinze ans était nationaliste — n'avait si obstinément déclaré sa volonté. A l'extérieur la paix, à l'intérieur la « libre pensée » et plus de justice sociale : voilà ce que demandait, après un siècle de révolutions et de guerres, la grande voix de la Province : les petites gens, l'ouvrier, le paysan de France.

Mais, chose singulière, ce parti immense du radicalisme n'avait pas de chefs. Il était obligé d'en prendre tantôt à gauche, tantôt à droite. De ces chefs dont certains ne faisaient que traverser le parti comme une hôtellerie du pouvoir. Renversant un mot fameux, on peut dire que le radicalisme « gouvernait, mais ne régnait pas ».

Mais qui régnait alors ? Au tournant du siècle, c'est-à-dire précisément au début de ces quinze années radicales, s'ébauchait une nouvelle diplomatie française. Un seul homme la dirigeait, petit et pourtant ayant sa tête à lui et une volonté tenace. Qu'il dura pendant sept ans et sous trois ou quatre différents ministères, cela symbolise bien son rôle à part et comme au-dessus du parlementarisme. M. Delcassé commençait son jeu des alliances. La France, l'Europe entière suivait curieuse, intéressée. Rapprochement du côté de l'Espagne, de l'Italie, Entente avec l'Angleterre. La Province, le radicalisme demandent la paix ? Mais la voilà ! Et les optimistes se demandaient si la République n'allait pas inaugurer une grande ère de paix européenne. Quel rôle brillant et glorieux pour la France, que d'être l'intermédiaire pacifique dans l'antagonisme anglo-allemand ! Ne pouvant plus être l'arbitre de la guerre, elle pouvait devenir celui de la paix.

Mais l'entente avec l'Allemagne, que devenait-elle ? C'est alors que se produisit, au lieu d'entente, la chose que l'Histoire appellera peut-être le « silence » de Delcassé : silence glacial, hautain, offen-

sant, partant dangereux et menaçant. Les Ententes ne se faisaient donc pas pour former un système de *paix générale*, mais uniquement — *contre l'Allemagne* ! Et, tandis qu'à la Chambre, il y avait une majorité qui votait la loi de deux ans, qui désirait le progrès social, une majorité favorable à la paix, la diplomatie française, elle, menait à la guerre. Il y avait donc contradiction gouvernementale. En effet, le pays se vit bientôt en face du danger de la guerre, et en même temps mal préparé à la faire. Pour cette fois, la diplomatie recula. M. Delcassé démissionna. Mais son système ne démissionna pas. Car le radicalisme ne sut produire le grand chef, qui eût mis à l'unisson la politique intérieure et extérieure.

Quelques années plus tard, un essai s'esquissa. C'est M. Caillaux, qui, après Agadir, quand d'une manière plutôt désagréable le silence fut brisé, eut à commencer le dialogue. Il était radical, lui, non à la manière de Delcassé, mais foncièrement radical, un des jeunes du parti. Allait-on pouvoir s'entendre sur la question marocaine, peut-être au delà ?

On n'en était qu'au commencement, c'était une première parole, un essai presque timide. L'Entente avec l'Allemagne, complément des autres ententes, allait-elle venir ? Mais voilà qu'un autre radical, un vieux du parti, renversa Caillaux. Est-ce que ce jour-là M. Clemenceau traduisit, au delà du parti, lui qui a vu 1870, la pensée secrète du pays ? Ne voulait-on, tout au fond de soi-même, pas d'Entente avec l'Allemagne ? Et la République, créée à la suite d'une défaite, alourdie de ce souvenir, était-elle condamnée par cela même à ne jamais pouvoir ouvrir librement les ailes pour prendre son dernier essor vers la paix ?

Ce que M. Clemenceau, tombeur de ministères, politicien trop passionné pour être toujours clairvoyant, a fait ce jour-là, fut plus que d'ajouter un nouveau trophée à sa collection. Son acte fut tout à l'avantage de cette diplomatie anti-allemande, qui allait forcément, de ricochet en ricochet, amener le militarisme, le nationalisme et finalement — *la guerre* !

Quand M. Delcassé, allant à son ambassade de Saint-Pétersbourg, traversa Berlin, il ne descendit que quelques minutes sur le perron de la gare. — Petit fait combien significatif ! L' « Intrigue silencieuse » devant encercler l'Allemagne, le petit homme tenace l'emportait en lui, là-bas, à la cour du Tsar.

Quant au grand parti radical, il causait de paix, lui ! Il

voyageait, il allait à Bâle, à Berne. Mais il y eut contre lui une espèce de conjuration. Il n'eut plus la présidence de la République, plus la présidence des Ministères, finalement plus même celle de la Chambre. Il n'avait plus qu'une chose : la majorité. On la bafouait du reste « petite mare stagnante ». La diplomatie, puissance occulte instituée par Delcassé, soutenue par tout ce qu'il y avait en France de nationalisme instinctif et de chauvinisme militant, triomphait. Et c'était comme un Boulangisme — sans cheval noir ! Et Paris, nationaliste depuis ces quinze ans, applaudissait. Oui, *Paris !*

On a dit que Napoléon avait été le cavalier de la France et que, amoureux d'elle, mais d'un amour cruel et sans pitié, il l'avait cravachée jusque vers l'abîme. On peut en dire autant de *Paris*. *C'est Paris qui entraîne toujours la Province au delà d'elle-même*, c'est Paris qui continuait à faire les révolutions, quand la France ne demandait plus que le repos, *c'est Paris enfin, qui, hardi jusqu'à la folie, ivre de gloire, a permis à la diplomatie de mener à la guerre*. La Ville débordait de vie, la Province, par contre, dans les grandes nuits d'automne, esseulée, gémissait du manque d'hommes. Après tant de siècles héroïques, il lui aurait fallu un peu de repos. Non par idéalisme, mais par besoin égoïste, pour vivre et pour revivre. Un peu de paix, s'il vous plaît ! Et peu de mois avant la guerre, la Province envoya encore à Paris la majorité habituelle qu'on mit devant le fait accompli. Oui, la Province voulait la paix ! Aussi fut-elle étonnée, quand la guerre éclata ! Simple et simpliste, elle ne pouvait pas suivre l'enchevêtrement de la diplomatie. Mais il était trop tard alors pour réagir. Se croyant innocente elle-même, elle n'eut qu'une idée : Vu que ce n'est pas moi, ce doit être l'Allemagne . . . Erreur, pauvre Province !

Aujourd'hui c'est elle qui est empiétée par la guerre. Paris, par contre, épargné, répond aux voix plaintives : Pas assez ! Encore ! Chevauchons encore ! . . . Finalement la paix viendra quand même. La Province travaillera longuement, patiemment, pour rebâtir une France. Mais peut-être qu'un jour elle comprendra la responsabilité de la capitale, et qu'elle dira tout bas : « Combien elle m'a déjà fait souffrir ! »

LA FRANCE ET L'ITALIE

Il fallait s'attendre à ce que le passage, longuement préparé, de l'Italie dans le camp des ennemis de l'Autriche et de l'Allemagne, ses alliés d'hier, trouvât son bruyant écho dans l'arène politique et dans la presse françaises, et le tempérament gaulois, prodigue de paroles sonores et de gestes emphatiques, permettait de prévoir ce qui y serait dit et écrit, en l'honneur de la « sœur latine », le jour où la guerre éclaterait aux frontières austro-italiennes. Seulement, comme le disait, l'autre jour, M. Georges Clemenceau, « les paroles sont des femelles, les actes seuls sont des mâles ! » Nous ne nous attarderons donc pas au discours gonflé de M. Paul Deschanel, et à l'acrobatie oratoire du Président de la Chambre française s'efforçant de laver d'une langue experte l'honneur de la « nation-sœur », parjure par la faute de ses gouvernants, à son entrée dans le camp du « Droit et de la Civilisation ».

A quoi bon y mettre encore tant de formes ? Dans ce camp où voisinent les cosaques, les nègres et les éventreurs des Indes, la société est suffisamment mêlée déjà, pour qu'on n'y regarde plus d'aussi près, avant d'ouvrir bien grandes les portes et de faire jouer la musique en l'honneur de quiconque veut bien entrer !

Il va de soi que la manière d'agir de l'Italie ne pouvait être répudiée publiquement par ceux-là même qui l'avaient longuement préparée.

Il va de soi que la France gouvernementale ne pouvait que s'efforcer à couvrir du bruit retentissant de sa satisfaction une trahison que ses agents ont, depuis de longues années, préparée par l'intrigue et par des arguments plus palpables et plus efficaces encore.

L'on conçoit aussi, sans qu'il eût été besoin de dépenser tant de fausses paroles, que la joie de voir entrer dans l'arène un nouveau compagnon d'armes, soit sincère chez les Français.

La confiance chancelante que la dialectique consommée des bulletins officiels de M. Millerand ne parvenait plus à soutenir que difficilement, l'entrée en jeu de l'armée italienne ne manquera pas de la relever au moins pour un certain temps, en attendant que les événements précisent la valeur réelle de cet espoir nouveau.

Il n'en est pas moins probable que dans les jubilations de la France officielle et de ses porte-paroles se mêle en silence une goutte de honte. Car le concours militaire italien, dont la valeur restera problématique jusqu'à l'heure des épreuves décisives, entraîne, dès aujourd'hui certaines conséquences morales et politiques qui n'échapperont pas aux esprits sincères et clairvoyants. Ce n'est pas sans un certain dégoût que ceux-ci verront s'ajouter au dossier moral de la cause alliée, si lourd déjà de tant de culpabilité inavouée — provocations continuelles d'un chauvinisme aveugle et haineux, intrigues d'une diplomatie jalouse et perfide, qui préparèrent la guerre du côté français et anglais, violations du droit des gens commises, depuis le début des hostilités, par l'Angleterre, sous le voile de son hypocrisie multiséculaire, — la trahison flagrante de l'Italie ! Dans la balance de l'histoire, c'est là un poids qui pèsera d'autant plus lourd en faveur de la cause austro-allemande, qu'on aura perfidement essayé de l'alléger par le mensonge.

Mais ce n'est pas tout. Il sera moins facile à la « Quadruple-Entente » de jouer, à l'avenir, son rôle de gardienne du « droit des petits peuples » et du « principe des nationalités », l'Italie ayant étalé sans vergogne sa volonté et ses espoirs de conquête. Oh, nous savons bien que les fins dialecticiens de la presse alliée sauront trouver le mot qui sauvera la face des choses. Nous savons bien que M. Clemenceau a déjà commencé par distinguer, au profit des appétits italiens, entre « acquérir » et « conquérir ».

La France, l'Angleterre et leurs alliés n'ont jamais fait qu'« acquérir », tant en Europe qu'en Afrique et en Asie, et Napoléon lui-même n'était, sans doute, qu'un inoffensif « acquéreur », tandis que le peuple allemand reste le « conquérant » détesté, même lorsqu'il ne demande rien d'autre que la place à laquelle lui donnent droit sa personnalité intellectuelle et morale et son grand labeur scientifique, industriel et social.

Mais le monde, trop longtemps dupe déjà, ne suivra pas jusqu'au bout les sophismes de la diplomatie alliée. Dans le camp des Alliés eux-mêmes, la Serbie, appuyée par la Russie, a déjà protesté contre les concessions faites aux appétits italiens aux dépens des populations slaves de l'Adriatique, lesquelles sentent fort bien que la domination de l'Italie irrédentiste leur serait bien plus insupportable que ne le fut jamais celle d'un Etat comme l'Autriche-Hongrie, qui repose sur les intérêts communs de races et de nationalités diverses.

En face de cette Italie prolifique, dont l'« égoïsme sacré », proclamé par M. Salandra, rêve d'une ère de grandeur mondiale et de puissance conquérante, quels doivent être, dans leur for intérieur, les sentiments des Français clairvoyants ? Pourront-ils ne pas sentir que d'une Italie victorieuse et comblée sur l'Adriatique sortirait un irrédentisme nouveau, tournant ses yeux ailleurs, vers la Savoie et la Corse, vers la Tunisie, où l'élément italien est prépondérant, et convoitant la suprématie en Méditerranée ? Ce rôle, il est vrai que l'Italie aurait pu le jouer à meilleur compte, si elle s'était abstenue de prendre part à la guerre, si elle avait conservé intactes son armée et ses ressources économiques. L'on pourrait donc fort bien concevoir — tant le « machiavélisme » est en honneur dans la politique alliée — qu'il ne serait pas désagréable aux séducteurs français et anglais de l'Italie que celle-ci payât, en cas de défaite des Alliés, une part de la dette sanglante et ruineuse de leur politique d'intrigue.

Une Italie affaiblie serait une voisine moins dangereuse ! Oui, mais une Italie vaincue augmenterait de tout le poids de sa banqueroute économique la défaite anglo-française ; elle pourrait même la précipiter. Et c'est là une considération des plus graves et qui échappera d'autant moins aux Français clairvoyants que la participation de l'Italie grèvera considérablement les ressources financières de ses nouveaux alliés, dont l'Angleterre est aujourd'hui le suprême soutien. Or, ces ressources sont de plus en plus limitées et ne permettent plus guère de prodigalités.

Il faut donc vraiment que la situation militaire des Alliés ait été jugée bien compromise pour que leurs gouvernements, celui de la France en particulier, se soient décidés à s'adjoindre, par tous les moyens, un concours aussi compromettant pour la prétendue moralité de leur cause, en même temps qu'économiquement onéreux et militairement incertain, lequel augmente encore considérablement les germes de conflits futurs, que recèle déjà l'alliance contre nature des ennemis haineux et jaloux de l'Allemagne jeune et prospère et de son alliée fidèle.

QUELQUES CHIFFRES

Il n'y a guère de gens raisonnables qui aujourd'hui douteraient encore du fait que la vraie cause de la guerre actuelle, c'est la question économique, la jalousie vis-à-vis du développement industriel et commercial de l'Allemagne ayant engendré en Angleterre le dessein d'encercler l'Empire par des alliances obéissant à la volonté britannique. C'est là la raison décisive qui fit éclater la guerre ; sans cette funeste intrigue anglaise aucun coup de canon n'aurait été tiré, aucune goutte de sang n'aurait été versée.

Le plan était si bien préparé qu'il paraissait ne pouvoir échouer. La supériorité numérique des adversaires devait écraser dès le premier assaut le concurrent redouté.

L'Angleterre et ses Alliés possèdent 80 millions de kilomètres carrés de la superficie de la terre. L'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ne disposent que d'un treizième de ce territoire, à savoir de 6 millions de kilomètres carrés. Si nous déduisons les régions presque inhabitées, la proportion reste toujours de 9 contre 1. Sur ces territoires à comparer on compte pour l'Angleterre et ses amis 790 millions d'habitants, 150 millions pour les deux Empires et leurs alliés turcs ; la proportion est donc de 5 contre 1. Après une large déduction pour les populations moins sûres ou moins directement touchées par la guerre, et en écartant complètement le Japon, il reste toujours au moins la proportion de 2 contre 1. C'était la proportion la moins favorable prise en considération par la spéculation anglaise. Depuis l'entrée en ligne de l'Italie, celle-ci s'est encore améliorée pour l'Angleterre.

En face de cette situation il n'y avait pour l'Allemagne — une fois la guerre éclatée — qu'un seul moyen : prendre résolument l'offensive la plus énergique, rompre du premier coup la barrière des forts et des forteresses s'étendant de Belfort à Anvers et porter la guerre en pays ennemi.

Depuis 10 mois ses armées combattant à l'ouest occupent un territoire conquis, sans que les adversaires aient pu les rejeter sur un seul point important de leurs lignes qui s'étendent sur un front énorme d'environ 950 kilomètres. Cette ligne de combat ne touche le territoire allemand que sur une largeur de 80 kilomètres environ. Dans ce petit coin occupé par les Français, il n'y a pas une seule place importante dont la perte toucherait, tant soit peu, à l'existence du pays. Voyons s'il en est de même de l'autre côté.

Voici ce que nous constatons à première vue : Les conditions

de toute l'industrie française, surtout de la grande industrie minière et métallurgique sont bouleversées complètement. Suivant les publications de M. Michel, inspecteur général de la Société de Statistique de Paris, les départements de la zone de guerre sont occupés comme suit : Aisne 55 %, Marne 12 %, Meurthe-et-Moselle 25 %, Ardennes 100 %, Meuse 70 %, Nord 70 %, Oise 10 %, Pas-de-Calais 25 %, Somme 16 %, Vosges 2%. Il est vrai que cela ne donne que 2,100,000 hectares, c'est-à-dire 3,7 % seulement du sol français. Le nombre des habitants s'y élève à 3,255,000, chiffre qui ne représente pas plus de 8,2 % de la population totale de la France. Il serait néanmoins faux de prendre ces chiffres comme base d'une évaluation de la valeur économique et commerciale de la région occupée.

Pour se former une première idée sur ce point, il suffira de comparer l'importance des forces motrices employées en deça et au delà de la ligne qui sépare la France occupée du reste du pays. Le nombre des chaudières et des chevaux-vapeur (HP) caractérise mieux que toute autre mesure l'importance de l'industrie moderne. Nous faisons suivre un tableau (I) établissant cette comparaison pour les industries les plus importantes :

Il résulte de ces chiffres que le territoire occupé contient un quart de toutes les chaudières montées en France, mais qu'en outre

Tableau I.

INDUSTRIES :	Nombre des chaudières			H.-P.		
	Zone de guerre	France entière	0/0	Zone de guerre	France entière	0/0
Mines et carrières	3136	8542	36,7	321160	530421	60,5
Industrie sidérurgique et métallurgique	3555	9160	38,8	317723	587365	54,1
Etablissements agricoles.....	3263	28834	11,3	26717	187549	14,2
Industrie de denrées alimentaires.....	5521	15633	35,3	107901	230526	46,8
Industrie de chimie et de cuirs	1164	6542	17,8	43463	139600	31,1
Industrie textile	4812	11630	40,4	373589	544182	68,7
Papeteries et imprimeries....	364	2036	17,9	25187	100980	24,9
Fabriques de meubles	766	2639	29,0	17195	48335	35,4
Usines d'électricité	414	2393	17,3	117561	567538	20,7
Entreprises de construction et divers	2281	13791	16,5	35112	218048	16,1
Service d'Etat	270	1932	14,0	6372	80371	7,9
Total.....	25546	103132	24,8	1391980	3235115	43,0

Tableau II
Production industrielle des départements touchés par la guerre, comparée à la production totale de la France.

PRODUCTION EN 1912	Aisne		Meuse		Nord		Pas-de-Calais		Somme		Vosges		Total		France entière		Part des départements cités à toute la production française
	T	T	T	T	T	T	T	T	T	T	T	T	T	T	T	0/0	
Charbons	—	—	—	—	6807196	20922894	—	—	—	—	—	—	—	27730090	40394177	68,8	
Coke	—	—	—	—	1113122	1739752	—	—	—	—	—	—	—	2872874	3667393	78,3	
Minéral	—	—	17370850	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	17370838	49160000	90,0	
Fer brut	—	—	3402672	—	336020	247249	—	—	—	—	—	—	—	4203941	4907111	83,7	
Fer corroyé et acier puddlé	—	—	31382	2000	161734	—	—	—	—	—	—	—	—	256093	411798	62,4	
Blooms d'acier	2950	142391	2193173	20701	830606	131530	—	—	—	—	—	—	—	3363331	4428514	76,0	
Dont: Acier Bessemer	2950	750	—	3780	36870	—	—	—	—	—	—	—	—	44350	124663	35,4	
— Thomas	—	70168	2089641	—	393627	128790	—	—	—	—	—	—	—	2682226	2812780	93,3	
— Martin	—	71393	103532	16921	420094	22740	—	—	—	—	—	—	—	636680	1452627	43,8	
Produits d'acier	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Rails, traverses, etc.	—	24112	257211	—	70139	44539	—	—	—	—	—	—	—	396001	516728	76,6	
Bandages	—	—	2929	—	9484	—	—	—	—	—	—	—	—	11713	54768	21,4	
Fers marchands	—	82107	155037	—	270765	34423	—	—	—	—	50	—	—	542382	987763	60,4	
Poutrelles	—	—	380527	—	37191	17032	—	—	—	—	—	—	—	434750	491075	88,3	
D'autres fers profilés	—	—	119764	—	70010	9188	—	—	—	—	—	—	—	198962	227990	87,2	
Tôles	1050	32775	84779	—	228032	—	—	—	—	—	—	—	—	350356	554748	63,2	
Fils de fer	—	4010	13371	14003	—	—	—	—	—	—	—	—	—	32494	62258	52,2	
Pièces de forge	—	85	7279	—	24007	—	—	—	—	—	—	—	—	31371	85330	36,7	
Tuyaux	—	—	1744	—	49694	—	—	—	—	—	—	—	—	51393	51393	100,0	
Fonte d'acier	1990	4496	4324	3780	47514	10788	—	—	—	—	—	—	—	72821	94638	76,9	

43 % de l'ensemble des chevaux-vapeur de la France industrielle appartiennent au nord occupé.

Le tableau nous informe d'une manière claire de l'importance que les différentes industries établies dans les pays envahis doivent avoir pour tout le reste du pays. On voit du premier coup d'œil que le nord de la France représente le vrai centre de l'industrie nationale. Il va sans dire que sa perte atteint de manière essentielle toute la vie économique du pays entier.

L'évidence de ce fait saute aux yeux quand on étend l'examen aux chiffres de production de certaines industries spéciales. Nous nous bornons à faire ressortir les branches les plus importantes de la grande industrie : le charbon et le fer et leurs produits dérivés.

Ci-contre un tableau (II) comparant les chiffres de production, obtenus en 1912 dans les départements touchés par la guerre, à la production totale de la France :

Ces chiffres prouvent qu'en effet le pays entier — et non point seulement une quantité d'existences individuelles, mais l'existence de l'Etat même — dépend du Nord pour les produits les plus essentiels. Tous les doutes qu'on pourrait formuler en temps de paix contre cette théorie s'évanouissent devant les *faits* que la guerre actuelle rend indéniables. La France, ne disposant pas de ses propres ressources, dépend de l'étranger pour une série de moyens d'existence de première importance.

Il est naturellement impossible de fixer exactement la situation de chaque établissement, de sorte que les chiffres de production des deux côtés du front ne peuvent être déterminés avec certitude. En tout cas, l'importance industrielle diminue vers le Midi, tandis que les vrais centres industriels sont voisins de la frontière belge. Pour se former une idée juste de l'état des choses, il faut se représenter que non seulement la production du territoire occupé est perdue, mais qu'en outre les autres usines, forges et fabriques du pays sont gravement atteintes par cette perte, dont la première conséquence est le manque de charbon. Il faut considérer encore que les mines et toutes les autres entreprises industrielles, qui se trouvent dans la région des lignes de combat du côté français, ne peuvent non plus être exploitées.

Voici un exemple : D'après notre tableau, la France non occupée comprendrait 31,2 % de la production de charbon. Or, suivant une communication publiée en Suisse, l'exploitation minière actuelle de la France ne fournit en réalité que 20,000 tonnes par jour, ce qui fait environ 6 millions de tonnes par an, c'est-à-dire 15 % seulement de la quantité normale de l'exploitation minière du pays.

FÉCONDITÉ

« On quitta la table, toute la famille se répandit librement sur la pelouse. Et il y eut un dernier triomphe autour de Mathieu et de Marianne, que le flot pressé de leurs enfants entourait. C'était le flot de la fécondité victorieuse, qui les assaillait de sa joie, qui les étouffait de ses tendresses. Vingt bras ensemble leur tendaient des enfants, des têtes blondes ou brunes à baiser . . . »

Voilà ce que rêvait Zola pour la France. Mais, après la guerre, que de tables vides ! Que de dimanches où une veuve seule viendra chez les parents ! Ils n'avaient que deux enfants : un fils, une fille. Et le fils n'est plus revenu.

Pourquoi a-t-on tant parlé de la question d'Alsace, ou de celle du Maroc, ou de Constantinople, et si peu de celle qui devait primer toutes les autres : celle de la natalité ? De temps en temps, en hiver, au Sénat, dans des séances somnolentes, on causait un peu « *fécondité* ». Et c'était tout.

La perte de l'Alsace, après 70, à tout prendre, ne diminuait pas tant la France. Deux millions d'habitants de moins. On peut enfanter deux millions. Et ce ne sont pas eux seuls, qui ont rendu l'Allemagne immense. Elle montait comme un flux, tandis que la France s'en allait comme un reflux.

Les statistiques annuelles annonçaient d'un côté augmentation régulière de 800,000 âmes, de l'autre 20 à 30,000 tout au plus, ou bien état stationnaire. *Ces chiffres étaient au milieu de la paix comme une défaite chaque année.* Alors la France pensa pouvoir se donner le nombre d'une manière indirecte, en s'alliant à la Russie, à la petite mère féconde. Cette alliance ne la laissait plus libre. Le poids lourd l'entraînait. On se perd en se donnant ainsi à un autre.

Aujourd'hui, la Russie, avec tous ses millions d'hommes, n'a pas sauvé la France.

Celle que Zola rêvait, devait être forte elle-même, robuste, luxuriante de vie. En effet, quelque temps il semblait dominer l'esprit public. Puis vint Barrès. On ne saurait s'imaginer figures plus différentes : Zola, large, robuste, d'un art populaire, un peu épais même, manquant de goût, mais précisément ayant toujours

cette vie débordante, qu'il demandait dans son évangile de la *Fécondité* ; Barrès, par contre, délicat, d'un art grêle, musicien de style, décadent toujours. Celui-ci ne pouvait conseiller ou donner à la France de la vie, vu qu'elle lui manquait à lui-même. Il lui fallait pour vivre des *excitants*. C'était, dans ses livres, son mot favori. La question d'Alsace, l'appel au soldat, *la guerre*, en effet, en voilà des excitants ! — Lequel de ces deux hommes avait raison et voyait plus clair et donnait davantage ?

Pour se donner l'illusion de la vie, on fit de la diplomatie. L'Angleterre recherchait l'appui de la France contre l'Allemagne. Quel honneur ! On était donc parmi les toutes grandes Puissances !

Puis, toujours pour se faire illusion, imitant les autres, on voulut des colonies, dont on n'avait en réalité pas besoin, qu'on ne pouvait pas peupler, tandis que l'Allemagne, à laquelle elles étaient refusées, regorgeait d'hommes.

Après la Tunisie, après le Tonkin, après Madagascar, et l'Algérie, et le Sénégal, il fallait encore le Maroc ! *Pourquoi ? Pour qui ?*

On entassait les colonies comme un avare entasse l'or, sans l'employer. Mais vint un jour où toutes les illusions crevèrent. Car par cette ambition coloniale *par la grande diplomatie*, on se vit *mené vers la guerre*. Et devant cette réalité on ressentit tout d'un coup, avec effroi, le vide d'hommes. Alors, se raidissant, et pour se donner une dernière illusion de plénitude, on fit la loi de trois ans . . . Des colonies, le Maroc, de la diplomatie, enfin du *nationalisme* ! Mais non, c'était *des enfants qu'il fallait* ! Des enfants et encore des enfants ! Et si quelqu'un se disait patriote, il fallait lui demander comme Napoléon à M^{me} de Staël : Combien d'enfants avez-vous ? »

Car il faut voir l'Allemagne d'aujourd'hui. Un fils monte la garde au front de l'Ouest, un autre en Russie devant Riga, un troisième devant Brest-Litowsk, un quatrième, en réserve, n'a encore pas quitté sa garnison, un cinquième est à la maison, dans son village, fauchant pacifiquement des blés ou bien employé dans la vaste organisation industrielle, un sixième est resté en Amérique, qu'il n'a pu quitter à temps. Que de vie ! Et si trois de ces fils tombent sur les champs de bataille, il en reste donc encore trois, pour perpétuer la famille. L'Allemagne, après la guerre, en peu de temps, sera refaite, aura de nouveau son trop-plein. La Russie, elle aussi, se repeuplera vite. Quant à l'Angleterre, elle ne se jette

jamais tout entière, à corps perdu, dans une guerre continentale. Mais la France ? Cette fois encore, on lui donne une illusion de vie : *on lui cache le chiffre de ses morts !*

Devant les désastres russes, l'Angleterre, il est vrai, prétend pour la consoler, lui amener un nouvel allié. Débarquera-t-il à Calais ? Quel port français occupera-t-il ? Cet Allié, c'est le temps. Car vous comprenez que si la guerre dure trois, quatre, cinq ans, l'Allemagne pourrait peut-être se lasser même de vaincre. A quoi l'Allemagne, grave, sourit. Elle a vaincu celle que l'Angleterre croyait sa grande alliée, la *faim*. Elle vaincra de même le *temps*.

Mais celui-ci se retournera contre la France. Elle ne supporte plus le compte des morts. Elle en a trop eu dans ses guerres napoléoniennes et en soixante-dix. Il lui fallait un peu de repos. Il lui fallait, avant une nouvelle chevauchée, la richesse vitale, le sol grouillant d'enfants et qui peut se donner le luxe d'en perdre, *la fécondité* que demandait Zola. Maintenant, sa terre se meurt de tant de morts. Sonnez le glas ! Son sang s'égoutte. Et l'Angleterre assiste à cette tragédie, impassible, froide, comme les Anglais qui regardaient Jeanne d'Arc sur son bûcher se consumer à petit feu.

APRÈS LA GUERRE

Au moment où l'Allemagne est sur le point d'exécuter sur le théâtre de la guerre à l'Est la plus grande opération militaire que l'histoire mondiale connaisse, où elle a étendu ses lignes de bataille du Belt jusqu'en Pologne, à travers la Galicie et les Carpathes, jusqu'à la frontière de Roumanie, où elle combat côte à côte avec ses alliés d'Autriche-Hongrie, au moment où elle lutte de la Mer du Nord à la frontière du beau pays suisse, les jeunes soldats dans les garnisons de la patrie attendent impatiemment l'ordre de l'Empereur les appelant au front. Et à ce moment, la marine allemande fait des efforts pour fermer aux Anglais l'accès de leurs propres ports.

Pendant qu'à l'Ouest l'ennemi attend, avec une impatience grandissante, l'action de l'armée Kitchener, qui doit refouler les Allemands jusqu'au Rhin et au delà, des voix s'élèvent à Paris, qui feront réfléchir les braves troupes, leur donnant une idée de la boue effroyable dont les journaux français tâcheront de salir, après la guerre, cette armée que les armées alliées n'ont pas pu vaincre jusqu'ici aux armes honorables.

Ce n'est pas le peuple français, c'est plutôt la presse qui émet ces mensonges à la fois méchants et ridicules, mensonges que la population des provinces occupées par les Allemands est obligée de reconnaître comme tels. A cette population les chevaliers embusqués de la presse n'attachent aucune importance, pour eux il n'existe qu'une seule chose primant le reste, c'est de tromper les électeurs par des paroles mielleuses et surtout d'attiser le feu de la haine contre les Allemands, car on a reconnu que cette haine est le meilleur soutien du gouvernement.

Aucun Français des contrées que nous avons nommées n'ignore que les pillards et les voleurs indigènes sont très nombreux — comment s'expliquer autrement la grande quantité de plaintes déposées contre ces individus ? — et qu'ils savent très bien utiliser l'absence des propriétaires aisés, qui ont quitté leurs domiciles, suivant souvent le conseil de leurs autorités, rendues irresponsables par la peur et abandonnant les pauvres à leur malheur !

Les Maires qui sont restés et les remplaçants de ceux qui se sont *enfuis* constatent tous les jours, à leur grand mécontentement, que des individus vont par centaines dans les forêts, abattre les arbres d'une façon insensée. Les autorités françaises, auxquelles on a

signalé ce triste abus, répondent qu'elles n'y peuvent rien, les agents de la sûreté étant offensés de la façon la plus grossière, quand ils interviennent.

Tous ces méfaits, dont on pourrait citer de nombreux exemples, seront — vu la basse méthode de la presse — mis sur le dos des « Boches » après la guerre ; nous le constatons dès aujourd'hui à titre de document !

La mentalité générale qui régnera en France après la guerre est illustrée de la façon la plus significative par un article de Maurice Barrès, de l'Académie française, qui se trouve dans l'« *Echo de Paris* » du 10 février 1915. Cet article est publié en première page, sous le titre : « *Une loi nécessaire* ». Quel symptôme avant-coureur de la paix entre deux pays civilisés ! Heureusement que, dès aujourd'hui, nous sommes dans la possibilité absolue de répandre sur ce travail louche la lumière qu'il mérite, privant ainsi l'auteur de ses armes malpropres.

Ce chevalier de la presse, degrading hélas, depuis longtemps, de sa place de poète, commence son article par les passages suivants, qui vous donnent de suite la juste idée de son niveau :

Les Allemands ont commis d'odieuses violences partout où ils sont passés. Femmes, jeunes filles, religieuses sont à plaindre profondément, et ces attentats auront des suites dont il faut que le législateur s'occupe.

Quand je suis revenu de Lorraine, je crains de n'avoir pas assez dit le nombre des malheurs de cette sorte. A quoi bon ? Mais les mois ont passé. On me fait parvenir de divers côtés les plus douloureuses confidences. Laissons les tragédies privées, et toutes ces personnes brutalisées, pour qui le temps augmente l'épouvante. Je me borne à signaler des situations d'ensemble. A X, . . . , il y a peu de jours, on a pris une tranchée aux Allemands. Ils se sont retirés en emmenant par le bras les femmes dont ils se protégeaient. Deux d'entre elles sont demeurées là, tuées dans le combat.

Cette vue vous suffit. Elle vous découvre un horizon d'horreur. Etendez aux départements du Nord, à toutes les régions occupées quelques jours ou longuement, ce que je vous indique des souffrances en Lorraine. Quelqu'un, après m'avoir énuméré des noms, des cas, des familles et des villes, m'adjure de prendre en main la cause de ces pauvres femmes. « Voyez combien de familles risquent d'être troublées pour toujours. Il est digne de vous d'écartier ces malheurs, et d'épargner à la Lorraine la souillure du sang allemand imposé. »

Après quelques lignes du même « esprit », l'académicien continue :

Je propose à mes collègues une loi de circonstance, établissant que, dans les pays envahis, les femmes victimes de violences pourront (je dis pourront) demander au maire d'inscrire l'enfant issu du crime comme né de père et mère inconnus.

Cette intervention du maire serait une garantie. L'enfant pourrait être remis ensuite à l'Assistance publique, et ainsi disparaîtraient les traces de ces souillures, autant qu'il est humainement possible de les effacer, et dans la mesure où les familles le voudraient...

L'armée allemande est merveilleusement disciplinée et, jusqu'à présent, elle n'a pas échappé à ses chefs. Voilà un fait, et un autre fait, c'est que la doctrine militaire allemande prévoit certaines circonstances où elle conseille et justifie le crime. C'est par ordre de l'officier que le soldat tue, mutile ou violente.

Voilà la prose de l'académicien. A ce travail, qui nous démontre l'esprit qui paraît régner aujourd'hui dans l'illustre cercle des « 40 Immortels », nous opposons un document dont l'original se trouve en notre possession, et qui fut affiché, le 16 décembre 1914, par une personne d'une ville ardennaise, et dont les autorités communales et des milliers d'autres personnes connaissent parfaitement l'existence. Ce document ne porta pas, il est vrai, l'estampille officielle de l'autorité civile.

INFAMES !

Les femmes honnêtes de..... sont indignées de la conduite d'un trop grand nombre de jeunes filles et de femmes qui, sans souci de leur dignité de Françaises, n'ont pas honte d'avoir, avec nos ennemis, des conversations badines, inconvenantes et licencieuses.

Certaines, oubliant que leurs maris, leurs pères, leurs frères, leurs fiancés, font bravement leur devoir pour défendre l'honneur de la Patrie et du Drapeau, vont jusqu'à prostituer l'honneur du pays et manquent à leur devoir d'épouses, de filles, de sœurs et de fiancées.

Quelques-unes, dans des orgies dégradantes, vendent lâchement leurs concitoyens.

A CES FEMMES CRIONS DE TOUTES NOS FORCES :

Honte aux indignes !

Malheur aux prostituées !

Vengeance aux Judas !

UNE FRANÇAISE.

A propos de cette affiche, l'autorité militaire a adressé la communication suivante à l'autorité civile de la ville ardennaise en question :

Messieurs,

Dans la commune de...., on a donné publicité, par affichage, à un avis aux « Infâmes », concernant la prostitution de certaines femmes habitant la ville. Quoiqu'il n'existe pas la moindre objection contre le contenu de cette affiche, veuillez prendre note que toutes les proclamations ou publications doivent porter l'estampille de la commune, et je vous prie de prendre des mesures pour empêcher à l'avenir de pareils affichages (sans l'estampille obligatoire.)

Avec mes sentiments respectueux.

(Signature du Commandant).

Que les personnes instruites des provinces occupées et de la patrie de l' « Académie française » tirent leurs conclusions de ces documents !

N° 25, 26 février 1915.

SEMEURS DE HAINE.

Personne n'ignore que M. Léon Daudet, directeur de l'« *Action française* » a toujours eu son idée fixe, pour ne pas dire sa monomanie : il découvre des espions partout, jusque dans certains cubes « Maggi », dont les gens moins méfiants se contentent de faire du bouillon ! Cependant, même en France, qui en dépit de sa réputation de scepticisme semble être la patrie de toutes les crédulités faciles, il ne se trouva jadis personne, ou presque, pour prendre au sérieux la rengaine journalièrement répétée de l'humoriste involontaire qui écrivit l'« Avant-guerre ».

Survint la guerre avec ses haines aveugles, poussées en France par les soins de la grande presse française, jusqu'au paroxysme de l'exaltation malsaine. C'est l'âge d'or pour l'idée fixe de M. Léon Daudet, et nous ne nous étonnons nullement des conférences qu'il vient d'inaugurer à la Société de géographie de Paris, sur le problème de l'« Espionnage allemand ». Dans ces conférences, le directeur de l'« *Action française* » accuse d'espionnage un certain nombre de personnalités des plus honorables ayant habité la France depuis de longues années et occupant des situations sociales qui devraient les mettre à l'abri de pareilles suspicions. Nous ne désirons nullement ouvrir une discussion ni sur les accusations insensées de M. Daudet, ni sur les systèmes très divers et très développés de l'espionnage français en Allemagne, connus des autorités allemandes. Aucun Français n'ignore que l'espionnage français est très développé, qu'il est d'usage courant, et non point seulement sur le terrain militaire. Mais passons.

Les conférences de ce genre, qui ne servent que la cause des haines aveugles et irréparables contre un adversaire dont l'histoire démontre la valeur intellectuelle et morale, sont au plus haut point dangereuses. Ce n'est pas un signe de civilisation et de force morale, lorsque les intellectuels d'une nation s'abaissent au niveau de cette basse calomnie, telle qu'elle revient et se multiplie sans cesse sous la plume des chroniqueurs parisiens d'« atrocités et de bocheries ».

Aveugles et exaltés, tous ces semeurs de haine semblent vouloir fermer à jamais les portes de l'avenir, de cet avenir où les ennemis d'aujourd'hui, ces millions d'hommes qui ne sont ni journalistes ni politiciens de métier devront forcément redevenir des voisins désirant vivre en paix.

Les responsabilités seront grandes le jour où il faudra enfin regarder en face l'implacable réalité et rendre compte à un peuple trompé de tout le poison superflu qu'on lui aura versé.

MÉDITATION RÉTROSPECTIVE D'UN FRANÇAIS DE PROVINCE

Les mensonges, les calomnies, les injures grossières de la presse parisienne à l'adresse de tout ce qui est allemand, toutes ces épithètes plus ou moins spirituelles, mais toujours bassement insultantes, dont on a coutume d'assaisonner la ration quotidienne de haine, indignent à juste titre les Français — que j'aimerais croire nombreux — ayant conservé dans la grande tourmente des passions déchaînées, le souci du bon renom de leur cher pays, autrefois aimablement spirituel, souvent mordant jusqu'à emporter le morceau, mais toujours poli envers ceux-là même qu'il combattait. Mais l'esprit d'antan s'en est allé chez nous avec le reste, avec la politesse exquise dans toutes les classes, avec la religion, avec le respect de toute autorité, ce qui n'est pas du tout la même chose que la crainte du gendarme, pilier principal de notre édifice social actuel. Il n'entre point dans mon intention de discuter ici quel peut être le remède. Je désire simplement dire à mes compatriotes que les mensonges, les calomnies, les fausses nouvelles ne devraient point avoir de prise sur ceux qui, comme moi, ont vécu 1870. Car c'est la même histoire, très peu variée, au fond, ainsi que je le démontrerai par des citations empruntées à la chronique de l'époque. Nous sommes, hélas, restés tout bonnement les mêmes dupes, disons les victimes d'une crédulité enfantine et trop facile, vraiment, à exploiter.

Les exemples qui hantent mes souvenirs de l'année terrible, et que je soumets à la médiation de mes compatriotes prouvent que les cerveaux sont aujourd'hui dans le même état d'ébullition qui fait perdre aux hommes tout esprit critique, et même le plus simple bon sens.

Nous sommes une nation disposée au progrès par tempérament, mais par tempérament aussi facile à émouvoir, bonasse et crédule. Nous sommes surtout une nation très centralisée, à qui le mot d'ordre, officiel ou non, venant de Paris, tient lieu d'évangile. Tout sceptique qu'il croit être, au point de vue religieux, p. e., le

bon Français, quand son journal parisien a parlé, s'incline et croit ! Contradiction étrange chez des gens qui se piquent d'intelligence, de perspicacité, étrange aussi de la part de 38 millions de provinciaux dont beaucoup ne sont cependant pas plus sots, dont beaucoup même sont bien plus sensés que tous ceux qui forment — et déforment ! — leurs opinions et leurs consciences. Ces maîtres de l'opinion publique seraient souvent bien en peine d'exhiber des ancêtres vraiment français et de nous dire sur quel champ de bataille du passé ou du présent ils ont acquis le droit de s'ériger en champions de notre honneur national. Ils se sont rabattus sur les idées et les faits affriolants qui font descendre la pensée à son niveau le plus bas ; ils s'acharnent à saturer l'opinion publique de sottises et de récits malsains, avec une abondance effrayante. Les mensonges actuels de la presse et du gouvernement ne seront dévoilés, bien entendu, que plus tard, lorsque la vérité éclatera par l'évidence même des résultats. Mais, en attendant, nous nous souvenons des mensonges de 1870, sur lesquels cette vérité est faite depuis longtemps, et il nous semble instructif d'en rappeler quelques-uns :

Le « *Gaulois* » du 30 juillet 1870 écrivait : « Voici un mot historique dit hier à Saint-Cloud par un personnage des plus haut placés : « *Cette guerre de 1870, comme celle de 1859, sera menée tambour battant.* » L'Empereur, qui entendait, a souri. »

Le même jour, « *Paris-Journal* » découvrait déjà, avec le même aplomb et la même ignorance que ses confrères d'aujourd'hui, que les Prussiens étaient des « sauvages » et le Chancelier de la Confédération du Nord un « barbare ». On voit donc que les journalistes de 1914-15 ne se sont pas tourmenté les méninges pour trouver du nouveau.

Cependant nous arrivons au 1^{er} août et nulle victoire n'a encore donné aux Parisiens le droit d'illuminer. Le même « *Paris-Journal* » se fait l'écho des impatiences belliqueuses de ses concitoyens ; écoutons-le :

« L'absence de nouvelles nous oppresse, le besoin de victoires nous affame. Que se passe-t-il ? Quand marche-t-on ? Nous ne serons jamais à Berlin pour le 15 août ! Où sont les anciens conquérants : Xerxès, Alexandre, marchant toujours à la tête de leur armée ? L'impatience du public tourne à l'attaque de nerfs, la seule attaque que nous ayons eue jusqu'à présent. » Enfin la frontière-est franchie. Sitôt la nouvelle se répand :

Grande victoire à Sarrebruck ! La division Frossard a culbuté et mitraillé trois divisions prussiennes. (En réalité, un seul bataillon du 40° et deux escadrons du 7° uhlands).

Le « *Gaulois* » jubile : « Les Français ont attaqué Sarrebruck vers 10 heures du matin et, après trois heures de combat, ont culbuté trois divisions prussiennes. *Les mitrailleuses ont impitoyablement fauché l'ennemi. A l'heure présente, Sarrebruck n'est plus qu'un monceau de cendres. L'enthousiasme est indescriptible !* »

Un autre correspondant du même journal ajoute le commentaire suivant à son récit de la « défaite » des Prussiens : « De cette vaste plate-forme (les hauteurs de Sarrebruck), nous surveillons toute la vallée de la Sarre. *Les Prussiens se retirent vers le Rhin, en brûlant, démolissant et pillant tout* (en territoire allemand !). *C'est la tactique de cette honnête armée. On voit bien que la Prusse n'a jamais considéré les provinces rhénanes comme sincèrement prussiennes.* »

Mais voici bien d'autres canards : « Le roi Guillaume malade, le général de Moltke gravement atteint ; le prince Frédéric-Charles indisposé, — et la caisse à peu près vide ! . . . »

Tout à coup, alors que tout Paris et la France nourrissaient les plus douces illusions sur les triomphes à venir, arrive la nouvelle de la prise de Wissembourg, qui change la joie passionnée en torpeur d'abord, en colère et en rage ensuite.

Le jour même, où cette première défaite était annoncée, le bruit courait cependant d'une revanche de Mac-Mahon.

Le 6 août, paraît la fameuse dépêche annonçant la défaite du prince de Prusse, fait prisonnier avec 40,000 hommes !

D'autre part, le « *Gaulois* », par une manœuvre qui ne manque pas d'un certain esprit inventif, attire l'attention d'un autre côté et fait luire un nouvel espoir : « *Une partie de la flotte française bloque Koenigsberg. Les opérations dans la Baltique doivent être commencées à l'heure qu'il est.* »

Le 15 août 1870, le « *Gaulois* » rapporte ce propos du nouveau ministre de la guerre : « Nous avons 3,760,000 jeunes gens de 20 à 30 ans. Il s'agit de mettre cette force immense à même de résister. *J'en fais mon affaire.* »

Mais nous voici aux batailles autour de Metz. Le « *Figaro* » est particulièrement bien renseigné à leur sujet : « L'ambassade anglaise a reçu ce matin des dépêches officielles prussiennes d'une importance énorme. L'une d'elles, entre autres, dit :

« De la splendide armée du prince Frédéric-Charles il ne reste plus que des débris. »

La « Patrie » raconte, d'après un témoin oculaire, ce fait très grave : « Le 21 courant, une foule considérable d'hommes, de femmes et d'enfants s'est portée, dans la soirée, devant l'hôtel de M. de Bismarck, n° 44 Wilhelmstrasse, à Berlin. Là, pendant plus d'une heure, les cris : « Du pain, du pain ! » ont été poussés par cet attroupement de gens désespérés par la misère. » . . .

« . . . La foule s'est ruée sur la maison et a brisé à coups de pierres toutes les vitres des fenêtres. Il a fallu plusieurs charges de la police pour dégager la maison et la rue. »

Ce feu d'artifice de mensonges et d'insanités devait avoir son bouquet comme tous les feux d'artifice ; le « Figaro » et le « Gaulois » vont s'en charger avec leurs récits des événements des 1^{er} et 2 septembre 1870.

Le « Figaro » donne, le 1^{er} septembre, le récit d'une bataille qui n'a jamais eu lieu que dans l'imagination d'un de ses collaborateurs : La bataille de Grandpré. Les Prussiens y sont naturellement battus, mais la victoire est chèrement achetée. Ce léger correctif donne une apparence de réalité à la lettre, datée de Reims, qui relate ce glorieux fait d'armes.

Le 2 septembre, le « Gaulois » donne une description de la bataille de Sedan qu'il convient de reproduire textuellement dans toute sa beauté :

« La bataille recommence à cinq heures. Les Prussiens prennent l'offensive. Le corps tout entier du prince Frédéric-Charles et une partie du corps du prince royal se jettent sur l'armée française. Nous reculons, en achevant de former une espèce de triangle commencé pendant la nuit et dont un angle est à Donchery, un autre à Remilly et le sommet à Sedan.

« La faute déjà commise par l'armée prussienne sous Metz est commise une seconde fois à Sedan. L'ennemi est attiré sous le feu des remparts et des trouées énormes se font dans ses rangs.

« A midi, la déroute commence. Une vraie déroute !

« Notre armée poursuit vigoureusement le corps du prince Charles et du prince royal. Le carnage est terrible des deux côtés...

« A ce moment, pendant que les Prussiens reculent vers le sud, le corps d'armée commandé par le général Vinoy les prend de flanc et achève de mettre le désordre dans les rangs ennemis. »

Le 4 septembre, enfin, alors que Napoléon III avait déjà rendu son épée et que l'armée de Mac-Mahon était prisonnière à Sedan, le « Figaro » publiait l'article suivant :

« D'après des renseignements qui nous sont parvenus d'une source particulière, mais en laquelle nous avons une entière confiance, de graves événements se seraient accomplis le 1^{er} septembre. Le maréchal de Mac-Mahon, après avoir été renforcé par le corps du général Vinoy, a livré un combat dans lequel *nos armes auraient remporté un succès éclatant.*

« *Les Prussiens seraient vaincus, culbutés et trente canons leur auraient été enlevés.*

« D'un autre côté, Bazaine est sorti de son quartier général et, après un rude combat, marche vers . . . »

Toutes ces citations, extraites d'une précieuse collection de journaux de l'époque, suffiront sans doute à ceux chez qui le sens de la réflexion n'est pas encore complètement atrophié ; ils n'auront d'ailleurs qu'à comparer ces élucubrations insensées avec certaines pratiques d'aujourd'hui, à celles surtout qui consistent à calomnier systématiquement l'adversaire, pour y retrouver le principe de Marat qui se plaisait à dire : « Moi, j'accuse toujours, j'accuse systématiquement, j'accuse quand même ! . . . »

Il me semble qu'en nous persuadant que nous sommes aujourd'hui victimes des mêmes duperies systématiques qu'en 1870, nous ayons quelque chance d'être dans le vrai.

UN PROVINCIAL.

N° 45, 7 mai 1915.

LA “ RUDE VÉRITÉ ”

La prise de Przemysl par les troupes allemandes et austro-hongroises, à la suite de la victoire décisive de Galicie, est un de ces cas où il est possible de démontrer noir sur blanc, par un constat de flagrant délit, pour ainsi dire, le caractère toujours fantaisiste et tendancieux, voire souvent nettement mensonger des informations, officielles ou non, que la presse alliée, et surtout la presse française, sert à son public.

Feuilletons les grands journaux parisiens de la période où se décida, en Galicie, la débâcle russe et la reprise de Przemysl et de Stryj. Rien, absolument rien de toute cette prose habile et trompeuse ne nous laisse entrevoir que les armées du tsar sont en train d'essuyer l'une des plus terribles défaites de cette guerre et de toute l'histoire militaire, défaite qui s'ajoute à celles de Tannenberg et de Masurie, — dont le bon public français n'a, d'ailleurs, pas davantage eu connaissance, sinon par quelques vagues et tardifs échos.

Pendant toute cette période décisive, la presse « muselée » — le mot est de Clemenceau — continua à annoncer, jour pour jour, le traditionnel « succès » russe. Précisons : le 7 mai, alors que l'armée russe se trouvait déjà en pleine retraite sur tout le front, le gouvernement français communiquait une note de l'ambassade russe affirmant que les combats en Galicie ne donnaient aucun droit aux armées austro-allemandes de parler d'un succès, « même partiel »!

Alors que l'armée russe du général Dimitriew, culbutée et en fuite, perdait plus de 300,000 prisonniers, les journaux parisiens continuaient à publier, fidèles à leur méthode et à la consigne, des articles involontairement comiques, annonçant en grandes lettres des « succès russes sur toute la ligne »!

L'« Homme Enchaîné » du 1^{er} juin constate que « le combat sur le San se développe en faveur des Russes » (!) et l'« Humanité » du même jour reproduit une information du « Times », ainsi conçue :

« Le développement des opérations démontre que les Russes

sont capables d'opposer une résistance effective aux efforts plus désespérés que jamais des Austro-Allemands . . . »

Le 3 juin, on a pu lire dans la presse française une information du « *Daily News* » affirmant avec un toupet déconcertant :

« *L'effort allemand en Galicie, qui était destiné à impressionner les Etats balkaniques, devient un des plus grands échecs de la guerre actuelle (1) »*

Le 29 mai, tandis que, d'après un télégramme de Londres à un journal suisse, « *les critiques militaires anglais considéraient que Przemysl était maintenant en sécurité et que l'investissement de la forteresse n'était plus à craindre* » (1), le général Cherfils osait faire avaler aux lecteurs de l'« *Echo de Paris* » le prétendu « échec des offensives Mackensen » ! Bien plus, le 3 juin encore, ce même journal affichait en grandes lettres une « *victorieuse offensive russe* », et M. Marcel Hutin, confidant « bien informé » des ministres, écrivait textuellement :

« Nos alliés russes reprennent victorieusement l'offensive sur « tout le front et notamment sur le San. Les Allemands ont beau, « au nord de Przemysl, se vanter d'avoir pris un ou deux forts, « *l'armée Mackensen ne pourra plus longtemps soutenir l'effort qui « l'a amenée aux environs de la forteresse.* »

Or, quand ces lignes et leur imperturbable inconscience parvinrent jusqu'au lecteur français, la forteresse de Przemysl venait précisément de se rendre.

Mais rien, parmi ces « informations » fantaisistes, n'égale en saveur ce demi-aveu du lieutenant-colonel Rousset dans le « *Petit Parisien* » du 31 mai :

« Par contre, les Allemands ont réussi à avancer sur d'autres « points, au nord et au sud de Przemysl. *Je n'entre pas dans les « détails, parce que ce serait une complication inutile.* » — « Complication inutile » pour qui ? Pour la thèse officielle évidemment. Ça, c'est le bouquet ! . . .

Ayant médité ces petits exemples pris au hasard et qu'on pourrait multiplier à souhait, l'on comprendra sans doute, qu'en dehors du bon public « crédule et badaud », il se trouve tout de même encore des Français auxquels ces façons d'écrire l'histoire ont cessé d'en imposer.

C'est par les invectives que leur adresse la « bonne presse », humble servante de la volonté gouvernementale, que nous apprenons l'existence de ces sceptiques importuns « auxquels on ne la fait pas » et qui ne sont plus assez crédules pour « gober » tout ce que leur sert, depuis des mois, cette même presse, au mépris de la plus simple évidence !

Mais ces chercheurs de la vérité pure et simple ne se laissent pas outrager sans répondre. L'un d'eux vient d'adresser à l'« *Echo de Paris* » (du 3 juin) une lettre où il dit :

« Ce que vous osez taxer de défaillance et même de « désertion » n'est qu'une façon froide et clairvoyante d'envisager les choses, une incapacité foncière de prendre des possibilités pour des réalités acquises, et des vessies pour des lanternes . . . »

Vous pensez bien que le brave « *Echo* » n'est pas content de s'entendre dire encore, en même langage clair et sans réplique :

« Nos troupes se sont battues admirablement, c'est entendu ; mais à quoi cela nous mène-t-il, et les Allemands ne sont-ils pas encore dans les carrières de Soissons ? . . . »

Cette vérité, simple comme bonjour, exaspère l'« *Echo* » qui, à court d'arguments, s'exclame :

« Ah, ce sont de rudes gens ! »

Mais oui, rudes comme la vérité elle-même !

LA CAMPAGNE D'HIVER

Il a bien fallu commencer à en parler. Par l'intermédiaire de sa presse docile, le Gouvernement de Paris mène depuis quelque temps une campagne effrénée pour préparer le peuple de France au nouveau sacrifice qui tient dans ces trois mots : nouvelle campagne d'hiver. Le mot d'ordre impérieux en est venu, comme on pense, d'Angleterre, où l'on a coutume, depuis des siècles, de traiter toute guerre comme une affaire commerciale et où ceux qui dirigent la politique mondiale du seul et unique « impérialisme » qui soit, pensent que plus les « autres », adversaires et alliés, se seront saignés, plus grand sera le profit qui en résultera pour l'hégémonie anglaise.

L'on comprend aussi que dans cette Angleterre, où tout citoyen reste libre d'aller ou non passer l'hiver dans la neige des tranchées de Flandre, on parle sur un ton relativement dégagé de cette nouvelle campagne hivernale, que le gouvernement de Londres dicte à ses alliés, encore qu'on se rend fort bien compte qu'elle coûtera trop cher pour être la « bonne affaire » qu'on avait escomptée !

Admirons par exemple le fatalisme glacial qui vient de dicter au « *Times* » cette phrase :

« Il ne faut pas se faire de grandes illusions, car l'action militaire réclamera au moins deux ans... Les Alliés, en effet, ne pourront pas entamer avec succès leur offensive avant neuf mois. »

Apprécions aussi le cynisme nonchalant de M. Churchill disant à un journaliste du « *Nieuwe Rotterdamsche Courant* » :

« Les Russes reculent. Eh bien ! la victoire ne sera peut-être pas pour cette année, mais *alors elle sera pour l'année prochaine.* » . .

En France, le Gouvernement s'est rendu compte que, pour faire avaler au peuple l'amère pilule anglaise, il fallait y mettre plus de ménagement. Aussi la campagne destinée à préparer la deuxième année de guerre est-elle menée par la presse parisienne avec tout l'art d'insinuation et d'illusionnisme dont elle dispose.

Or, à examiner de près cette campagne, on remarque que c'est la répétition exacte de toutes celles qui se sont succédées depuis un an, avec le même but, toujours à nouveau reculé dans un avenir plus vague et plus lointain. Une fois encore il s'agit de faire accroire au peuple français que le prochain hiver accomplira la fatale

destinée de l'Allemagne, tout comme devaient le faire tour à tour les remparts de Liège, Namur et Anvers, l'offensive russe, l'armée de Kitchener, le blocus de famine, et finalement les différentes phases consécutives de la grande offensive alliée sur le front ouest, annoncée pour le printemps dernier, puis pour l'été, et qui maintenant, devant l'inébranlable résistance du front allemand, semble encore remise à un terme plus lointain.

Ce sont, en effet, les mêmes méthodes que nous voyons à l'œuvre, les mêmes « arguments », ou à peu près, que font miroiter aux yeux du public crédule les diseurs de bonne aventure de la grande presse boulevardière. Tout y est : l'obligatoire fanfare et l'inévitable regain de haine et de dépit. Il ne manque, en somme, — comme toujours ! — que l'argument précis, la démonstration convaincante.

Mais on ne peut s'empêcher de reconnaître l'aplomb avec lequel la légende est débitée !

« Les Allemands », s'écrie par exemple dans l'« *Echo de Paris* » le général Cherfils, qui est un humoriste aussi savoureux qu'involontaire, « semblent redouter une campagne d'hiver, qu'ils n'auraient pas les moyens de soutenir, et c'est pour ne pas être acculés à la faillite financière et à la ruine qui les menacent qu'ils mènent avec cette fureur de taureau enragé une campagne formidablement montée ! »

Faillite financière ? Ruine menaçante ? ... Vieille chanson, familière à nos oreilles pour avoir rempli, il y a onze mois déjà, le tout premier programme des espérances alliées ! Mais cette fois, il paraît que ça y est, le général Cherfils le sait, son petit doigt le lui a dit !

Cette fois, à n'en pas douter, l'Allemagne agonise ! Elle ne passera pas la nuit, c'est-à-dire l'hiver ! Voyez comme elle tremble déjà rien que d'y penser ! Comme ce sont les « infailibles » journaux de Paris qui le disent, il faut bien que ce soit ainsi ! N'allez pas leur demander d'où ils tiennent leur savoir ! Les journaux de Paris veulent être lus « les yeux fermés », avec la foi sacrée d'un « croyant » !

Pour dissiper vos doutes audacieux, ils vous exhibent, d'ailleurs, certaine lettre trouvée dans le sac d'un soldat nommé Otto, et qui, tout en venant soi-disant d'Allemagne, semble avoir été écrite spécialement pour les lecteurs du *Matin*, tant elle résume le « testament » de l'Allemagne aux abois telle qu'on se la représente — depuis onze mois ! — dans les cafés et dans les rédactions des boulevards.

Mais comme il y a des gens qui se plaisent à être dupes, comme la femme de Sganarelle se plaisait à être battue, gardons-nous bien de discuter ce goût spécial, et contentons-nous de constater.

Constatons donc tout d'abord qu'il existe, à Paris, au moins un patriote dont l'héroïsme trouve non seulement que cette guerre n'est pas longue, — pardi, lorsqu'on la fait avec le sang des autres ! — mais qu'au contraire « *elle va vite !* » Ce patriote, on l'a deviné, c'est M. Maurice Barrès (« *Echo de Paris* » du 17 juillet).

Le grand-maître du chauvinisme académique a d'ailleurs fait une découverte qui ne ratera pas son effet. Il paraît que c'est par pur désespoir que les armées allemandes occupent encore la Belgique, le Nord de la France et une bonne partie de la Pologne. Lisons plutôt :

« Pour soutenir le moral de son peuple, l'Allemagne élargit son front d'une manière *peu avantageuse* pour elle-même, en se maintenant en Belgique et dans le Nord de la France (1) ».

Avec des arguments de cette puissance persuasive, comment ne séduirait-on pas, pour autant d'hivers qu'on voudra, les poilus des tranchées ?

Il y en a quand même peut-être — et pas des plus mauvais ! — qui regimberont et qui réclameront la victoire tout de suite, comme on la leur promet depuis onze mois. En voici un qui écrit au « *Figaro* » du 14 juillet :

« J'ai tellement confiance dans une victoire *française et prochaine* que je ne fais aucune provision de tricots ou de chandails... Ah ! non, par exemple ! et puis les poilus des tranchées *idem !* Vous allez tout de même un peu fort, vous, les journalistes !.... Quatre mois à l'avance — et *comme s'il fallait désespérer de la victoire* — vous annoncez la campagne d'hiver ! »

En voilà un qui ne sera guère accessible à la fameuse théorie de l'« usure » que vient de sanctionner à nouveau le grand Conseil de guerre de Calais ; et sans doute ne sera-t-il pas le seul à y voir *tout autre chose qu'un témoignage de force !*

L'Usure ! Tel est, en effet, faute de mieux, le nouveau mot d'ordre le suprême espoir auquel se réduit cette « certitude de vaincre » claironnée par les Alliés. On ne fera croire à personne qu'il n'y a là aucune résignation !

Le général Cherfils, qui vient de proclamer qu'« il nous faut accepter virilement la pensée de la continuation de la lutte pour le cas où celle-ci tournerait à l'usure de l'ennemi », aurait-il oublié qu'il écrivait, le 5 juillet encore, que « cette guerre d'usure était, d'ailleurs, *une arme à deux tranchants* » ?

M. Cherfils aura beau se dépenser à persuader les poilus de ce qu' « une nouvelle campagne d'hiver ne ressemblerait nullement à celle subie de novembre 1914 au printemps 1915 ». Il aura beau ajouter cette explication : « Nous pourrions avoir des organisations défensives formidables, . . . tenues par quatre bordées qui se relèveraient périodiquement : l'une en première ligne, l'autre en soutien, la troisième en réserve au repos, la quatrième au repos lointain et complet, avec roulement de permissions. Une campagne d'hiver dans ces conditions n'aurait rien de rébarbatif. « Tant que le stratège en chambre de l' « *Echo de Paris* » n'aura pas trouvé moyen d'empêcher les troupes allemandes de faire de même dans leurs tranchées à elles, dont la force de résistance a été suffisamment prouvée, on ne voit pas très bien comment « ces cordons défensifs assureraient la ruine des empires boches », depuis que l'échec définitif du fameux blocus de famine n'est plus douteux pour personne.

Alors quoi ? Tout ce qui semble ressortir clairement de ce verbiage inspiré, c'est l'impuissance où se voient les états-majors alliés, d'arracher aux armées allemandes les gages territoriaux qu'elles ont su conquérir et qui restent ferme entre leurs mains.

Or, c'est précisément ce sentiment d'impuissance dont Hervé redoutait hier encore (*Guerre Sociale* du 7 juillet), la répercussion sur le moral des troupes. « Si bon que soit ce moral, écrivait-il, ce serait le soumettre à une bien rude épreuve que de demander à notre armée de recevoir, l'automne prochain, la pluie dans les mêmes tranchées où elle l'a déjà reçue l'an dernier. »

Que la nation française, rivée par son gouvernement à la galère anglaise, mette un temps encore plus ou moins long à s'apercevoir de l'évidence de la situation, c'est son affaire. Le peuple allemand, lui, ne se laissera pas impressionner par le nouvel assaut de phrases chimériques dirigé contre sa force impassible.

La main sur cette bonne épée qu'il n'a tirée qu'à regret, le jour où on l'y força, il voit venir l'hiver comme il a vu venir l'été, sans paroles superflues, dans le calme de son invincible volonté de vivre.

LE MENSONGE MÉTHODIQUE

De plus en plus haut s'élève à Paris la protestation des esprits tant soit peu indépendants contre le bâillon brutal imposé par la censure à la liberté d'écrire ce qu'on pense et ce qu'on sait. D'autre part, le désir d'apprendre la vérité sur la situation militaire et politique du pays a été exprimé dernièrement par une imposante fraction du Parlement. Enfin la voix douloureuse de la Province longtemps muette, de la Province laborieuse et martyre, de la Province asservie, soumise à l'orgueil souverain de Paris et de ses maîtres momentanés, commence à monter du fond des campagnes en deuil.

Entre temps, fiévreusement, la clique des responsables travaille. Ministres d'hier et d'aujourd'hui, protagonistes d'un chauvinisme bruyant, artisans de l'intrigue sournoise et semeurs des haines fatales, tous ces « metteurs en œuvre » de la sanglante tragédie qui se joue sur les champs de bataille de l'Europe déchirée, redoublent d'effort pour conjurer ou du moins *retarder* l'heure effarante des règlements de comptes.

Ils ont à leur disposition, pour ce but, une presse habituée aux « subtilités » de la lutte et de la manœuvre politiques, une presse assouplie à toutes les tâches et disposant des plumes les plus habiles et les plus fameuses. Aux mains de régisseurs habiles à « faire » l'opinion publique, dirigé par les avocats consommés qui détiennent le pouvoir ou qui en dépendent, ce vivant « organisme » de la grande presse parisienne est devenu l'arme principale et préférée de la stratégie officielle.

Le but est simple et clair. Il s'agit tout d'abord d'entretenir les illusions du pays qui souffre, qui peine et qui menace de fléchir sous le poids de cette guerre meurtrière. Il s'agit de lui faire entendre, par exemple, que c'est *l'ennemi* qui est à bout, que l'Allemagne a chez elle la famine ou le choléra, que ses armées ont subi des pertes formidables, — alors que les pertes françaises sont soigneusement dissimulées. Et pourtant, les gouvernants de la République savent fort bien que les sanglantes hécatombes auxquelles aboutit pour les troupes françaises l'offensive d'Arras par exemple, représentent plusieurs fois le chiffre auquel le Commandement alle-

mand les avait tout d'abord prudemment évaluées. (Voir au n° 64 de la « Gazette »).

Mais ceux qui portent la responsabilité du carnage, MM. Poincaré, Delcassé, etc. . . ., ne peuvent permettre que le peuple de France apprenne l'étendue de son malheur. On se demande cependant parfois comment il est possible que le bon public français puisse encore, après tout ce qu'on lui raconte depuis un an, attacher foi aux « informations » toujours tendancieuses — pour ne pas employer d'expression plus forte — d'une presse archifantaisiste ! Quant à l'armée qui guerroye au front, elle est, certes, moins facile à tromper.

La vie des tranchées mûrit les caractères et aiguise le sens des rudes réalités. On y perd le goût des calembredaines boulevardières. On y regarde la mort et l'adversaire en face, et cela rend clairvoyant, sincère et souvent plus humain. Aussi les quelques voix qui viennent du front et que l'un ou l'autre journal populaire de Paris enregistre, témoignent-elles de la piètre estime des « poilus de l'avant » pour ceux de l'arrière, pour les stratèges en chambre, ceux qui font « leur » guerre avec le sang des autres ! Ces quelques voix de paysans, d'ouvriers, etc., de fils de cette Province qui est, en somme, la France, ne démontrent-elles pas que le *vrai* patriotisme, celui qui incarne l'armée, la « grande Muette », n'a rien de commun avec ce pseudo-patriotisme étroit, haineux et menteur, tel que le prêchent les politiciens d'affaires et leur presse, — la « *grande Bavarde* » ?

Pourtant ceux qui l'inspirent et la dirigent, cette presse, semblent s'être rendu compte dans ces derniers temps, qu'il fallait ménager un peu le scepticisme que leur manque de sincérité a déjà fait naître. On constate, en effet, que les nouvelles du front de France et de Belgique sont devenues plus sobres et se rapprochent davantage de la vérité. C'est qu'il n'a sans doute pas semblé possible d'abuser plus longtemps la nation, et surtout l'armée, sur la situation réelle. Cette situation, certes, on la dépeint toujours aussi avantageuse que possible, mais on ne peut tout de même pas nier certains *faits*. On ne peut tout de même pas transférer d'un coup de plume jusqu'au Rhin les *immuables tranchées allemandes* des Argonnes, de la Champagne et des Flandres ! On ne peut tout de même plus continuer à chanter victoire tous les matins ! Du moins pas à propos du front franco-anglais. L'armée, elle, qui est bien placée pour

juger, et même les civils qui ne sont pas aveugles, finiraient par ne plus rien croire du tout. Il a donc fallu mettre la sourdine.

Pour le front russe, c'est autre chose. La Russie est grande et le Tsar est loin ! Allez-y donc voir se qui s'y passe ! Aussi est-ce là pour les journalistes boulevardiers — qui, bien entendu, ne vont pas voir ! — le paradis des légendes et des fantaisies romanesques !

Quelle imagination de romanciers-feuilletonistes certains chroniqueurs et « critiques militaires » de la grande presse parisienne n'ont-ils pas prodiguée pour rendre plausible et acceptable leur version du drame qui se jouait là-bas, dans les plaines de Galicie et de Pologne ! Que n'ont-ils pas fait pour travestir en victoires les plus évidentes défaites et en marche triomphale la plus formidable retraite de l'Histoire !

Chaque forteresse abandonnée n'était-elle pas un succès de plus pour la stratégie géniale de ce grand-duc Nicolaï que son impérial neveu vient d'envoyer au Caucase, — qui est presque aussi loin que la Sibérie ! N'ont-ils pas su faire, tout dernièrement, d'un *insuccès* russe — qui n'était, d'ailleurs, même pas une véritable *bataille* ! — cette fameuse « victoire navale » de Riga, qui fit le tour de la presse anglaise, française et *mondiale* !

Car c'est là un point des plus intéressants de l'organisation méthodique de cette publicité tendancieuse et souvent mensongère, telle que la pratiquent au profit de leur cause les gouvernements alliés et leurs agences de presse. Presque aussi importante que l'influence continue et systématique qu'ils exercent sur l'opinion publique de leurs propres pays leur semble celle qu'ils cherchent à s'assurer par tous les moyens sur la conscience des pays neutres.

Ce but est servi avec une insistance particulière par ces organes spéciaux que représentent les différentes stations de télégraphie sans fil, dont les radiogrammes s'en vont porter tous les matins, aux quatre coins du monde civilisé, le verset quotidien de l'insinuant « évangile » des intérêts alliés ! Ce sont les stations de la Tour Eiffel et de Lyon pour la France, celles de Carnavon et de Poldhu pour l'Angleterre, et de Coltano pour l'Italie.

Quel fameux petit « potin » matinal que les « informations » qu'échangent tous les jours ces cinq commères ! Feuilletons la collection de ces dernières semaines. Tout ici est savamment combiné et concerté en vue de l'effet final. Aucun faux bruit n'est jugé trop douteux, aucun mensonge trop évident et trop sot, pourvu qu'ils servent la cause alliée !

Pour donner le change, beaucoup de ces nouvelles sont puisées à des sources soi-disant « neutres », mais qui ne sont, en réalité, que des succursales anglaises ou françaises établies en pays neutres, comme par exemple le fameux « *Telegraaf* » d'Amsterdam. On se souvient que c'est cette feuille anglaise mal déguisée qui lança dernièrement le monstrueux canard de la prétendue séance secrète du Reichstag, où les plus sombres révélations auraient été faites (voir au n° 77 de la « *Gazette* »).

Les exemples de ce genre pullulent. Chez les Alliés tout est parfait. Les Italiens ne cessent de faire leurs « bons progrès » réglementaires, dont la presse alliée ne cesse de se réjouir, en se gardant bien de toute précision.

Mais ce sont les affaires russes surtout qui, au dire des cinq commères de Lyon, Poldhu, Carnavon, etc., ont bien marché dans ces derniers temps. On ne se douterait vraiment pas que les armées du Tsar ont perdu 12 forteresses et leur plus riche province !

C'est ainsi que, le 14 août, Lyon radiographiait que la situation stratégique des Russes entre le Njemen et la Dvina s'améliorait de plus en plus.

Le 15 août, Poldhu annonçait de même que l'attaque allemande contre la forteresse de Koyno était abandonnée ? Or, cette place a capitulé deux jours après, le 17 août.

Et voici une perle particulièrement réussie, fabriquée à Carnavon, le 27 août : *La radio russe progresse* (1) selon les plans arrêtés ». Le 5 septembre enfin, le radiogramme de Poldhu constate que le moral des armées russes est intact, tandis que celui des armées allemandes est visiblement ébranlé !

Pour une armée au « moral ébranlé », la prise de la Pologne avec toutes ses forteresses et d'un million cent mille prisonniers russes en quatre mois n'est toujours pas trop mal !

Dans ces derniers temps, les relations entre l'Allemagne et l'Amérique ont joué aussi leur rôle dans la « potinière » de Poldhu, Carnavon et C^{ie}, et rien n'y a été négligé pour les envenimer. Aussi le radiogramme de Poldhu du 22 août annonçait-il déjà triomphalement comme inévitable la rupture entre l'Allemagne et les Etats-Unis.

La situation intérieure de l'Allemagne intéresse, bien entendu, tout particulièrement les augures de la radiographie alliée. C'est ainsi que, le 31 août, le radiogramme de Lyon répandait la fausse nou-

velle, de source soi-disant danoise, que le Reichstag allemand aurait accepté une loi élevant de 45 à 54 ans la limite d'âge pour le service armé. Quelques jours avant, Lyon avait affirmé (le 23 août) que l'Allemagne se voyait obligée de réintégrer même *les invalides* dans l'armée (1).

Le 1^{er} septembre enfin, Poldhu transmettait au monde entier le canard sensationnel du *choléra en Allemagne*, en précisant une série de villes soi-disant contaminées !

Ces quelques exemples, choisis au hasard parmi tant d'autres, suffisent à éclairer quiconque désire sincèrement la lumière. Remarquons encore que souvent nous trouvons dans ces radiogrammes des nouvelles tellement fantastiques que la presse anglaise, ou du moins les grands journaux qui ont encore une renommée à perdre, *n'osent pas les servir à leur propre public*. Mais pour le public des pays neutres tout est bon ! On ne saurait faire preuve d'un plus parfait mépris pour ces peuples dont les Alliés s'efforcent pourtant, par tous les moyens, d'accaparer les sympathies !

Et c'est ainsi que, pour les besoins de leur « sainte cause », les champions de la « civilisation », de la « liberté », etc., ont organisé méthodiquement l'outrage à la « vérité ».

LE CABLE ASSERVI

Tout n'a pas été dit, dans l'article consacré par la dernière « *Gazette* » à ce système compliqué d'informations tendancieuses, voire mensongères, au moyen duquel la Quadruple Entente s'efforce de soutenir aux yeux du monde un prestige de plus en plus sérieusement ébranlé.

A part le rôle de la grande presse parisienne et londonienne et de leurs succursales établies, pour donner le change, en pays neutre, à part celui que joue le fameux concert des stations radiographiques de la Tour Eiffel, de Lyon, Carnavon, Poldhu et Coltano, qui lancent journellement aux quatre coins du monde le courant chargé du « bon message » utile à la cause alliée, il reste à dire un mot de la perfidie avec laquelle l'Angleterre a mis au service de sa publicité tendancieuse, — non pas seulement au détriment de l'Allemagne, mais au mépris des droits et des intérêts des Neutres — l'une des plus remarquables créations de l'esprit humain et de la technique moderne.

Il s'agit du *réseau des câbles sous-marins*, qui établissait en temps de paix la communication régulière et normale entre les diverses parties du monde et particulièrement entre l'Europe et l'Amérique.

Ce réseau qui était, au point de vue moral, la propriété commune du monde civilisé, étant l'instrument qui sauvegardait le *droit* des pays d'outre-mer de connaître la *vérité*, l'Angleterre l'a ou détruit ou accaparé. Et cela constitue simplement la réalisation en *plus grand* du petit travail qu'accomplissaient, au profit de la même cause *anglo-franco-russe*, les modestes *voleurs de télégrammes diplomatiques* qui viennent d'être arrêtés à Athènes !

Puisque les Alliés s'égosillent à persuader au monde qu'ils sont les défenseurs du « *Droit*, » de la « *Morale* » etc., et que tous leurs actes sont en parfait accord avec ces principes sacrés, il est bon d'examiner un peu le côté éthique de cette « *guerre des câbles* », qui est une méthode fort caractéristique de la « *stratégie morale* » de la perfide Albion.

Mais comme tout ce que font les Alliés est parfait, on ne s'étonnera pas qu'un grand journal parisien du 9 juin 1915 ait traité la question avec une naïveté qui déconcerte :

« Loin des champs de bataille de l'Europe » écrivait-il, « et pour un objet bien différent de ceux qui forment le but ordinaire des combats, la « *guerre des câbles* » a été et continue d'être un des grands épisodes de cette lutte pour la maîtrise technique, — et non pas à vrai dire un épisode, mais, si l'on songe à la valeur du but poursuivi, une des *actions essentielles* de la guerre. . . . »

« Or, il est de fait que l'Allemagne, vis-à-vis surtout du groupe des puissances qui lui sont opposées, est dans un état très net d'infériorité par rapport à la maîtrise des câbles. . . . »

« La télégraphie sans fil, n'est ni assez régulière, ni assez puissante, pour suppléer au réseau marin. »

Et c'est pourquoi, dans le but d'« accroître l'isolement de l'Allemagne », les Alliés trouvèrent tout naturel de « détruire le réseau des câbles allemands ».

Le journal parisien que nous citons précise comme suit ces actes héroïques :

« Dès le 3 août 1914, (ce n'est que le 4 août que l'Angleterre déclara la guerre à l'Allemagne. La Réd.), les deux lignes transatlantiques allemandes, Borkum à New-York, étaient coupées à la fois dans la Manche et dans les Açores ; la ligne de Ténériffe à Pernambuco était coupée peu de temps après ; le câble Suède-Allemagne était coupé le 30 septembre. L'Allemagne devait, dès lors, pour communiquer télégraphiquement avec le reste du monde, passer *par la censure des têtes de lignes anglaises ou françaises*, renoncer à tout message chiffré ou dans un code spécial. . . . »

En d'autres termes, l'Allemagne se trouvait dès lors dans un état très net d'infériorité, non point *militaire*, mais *morale*, ne pouvant répondre qu'incomplètement à la marée des calomnies répandues sur son compte. Et voilà ce qui s'appelle, dans la presse alliée, la défense du « droit », de la « morale », de la « liberté » !

A l'Angleterre tout est permis. Elle en abuse. Qu'elle occupe sans façon des îles grecques, violant ainsi la neutralité d'un pays souverain, qu'elle coupe, — pour empêcher la vérité sur la sanglante aventure des Dardanelles de se faire jour ! — un câble appartenant à la Grèce, comme elle vient de le faire également, tout cela est

pour elle de « bonne guerre » ! Et ses Alliés d'applaudir comme naguère au fameux projet, froidement barbare, d'affamer les femmes et les enfants de l'Allemagne. Mais que l'Allemagne s'avise d'user à son tour d'un avantage que lui assure le supériorité de sa technique, de ses sous-marins par exemple, ou bien de ses dirigeables allant bombarder les docks de Londres et les installations militaires des ports anglais, quel crime contre le droit des gens, contre la morale de cette « civilisation » que l'Angleterre, la France et la Russie (oh, la Russie tsariste surtout !) sont seules à représenter !

C'est ainsi, du moins, que la chronique journalière de la guerre est transmise, à l'aide des câbles asservis à la cause intéressée de l'Angleterre et de ses vassaux, aux pays lointains et particulièrement aux Etats-Unis d'Amérique.

Or, le préjudice ainsi causé n'atteint pas seulement l'Allemagne — qui, en fin de compte, ne se fie qu'à sa *bonne épée* et à la *solidité de son armure* pour venir à bout du complot ourdi contre elle, — mais encore et surtout la conscience de ces *Neutres* et leur *droit* inviolable de connaître la vérité !

En Amérique, des hommes clairvoyants et soucieux de leur indépendance morale l'ont fort bien compris. Dans la « *Washington Post* » du 29 juin, l'un d'eux a arraché le voile de la brutale hypocrisie anglaise en écrivant :

« La rupture du câble entre l'Allemagne et l'Amérique assura à la Grande-Bretagne un énorme avantage sur l'Allemagne. L'Angleterre a pu facilement accaparer les sympathies neutres et semer la colonnie et la méfiance contre son adversaire . . . »

La Grande-Bretagne n'a pas profité de son avantage en sorte de créer et d'entretenir une franche amitié avec les Etats-Unis : elle a, tout au contraire, et avec un raffinement consommé, créé des malentendus entre l'Amérique et l'Allemagne. Mais la vérité ne se laisse pas étouffer indéfiniment et l'avenir montrera que les artifices du censeur anglais n'auront en fin de compte pas travaillé en faveur de la cause anglaise. »

Cette voix d'Amérique sera un jour le jugement unanime de l'Histoire !

APRÈS UN AN DE GUERRE

RÉPONSE AUX AVIATEURS FRANÇAIS

Français !

Depuis des semaines, vos aviateurs ne se lassent pas de jeter sur nos tranchées des manifestes où nous sommes exhortés à mettre bas les armes et à rentrer dans nos foyers, dans les bras de nos femmes et de nos enfants. Vous vous efforcez de nous démontrer que, grâce à l'intervention de l'Italie, la victoire finale vous est assurée et que, par conséquent, toute continuation du combat de notre côté est inutile.

Puisque vous insistez à nous éclaircir à tout prix, voici notre réponse :

1). Après vos graves défaites au commencement de la guerre, on vous a également dit, pour vous consoler, que les armées gigantesques de la Russie ne tarderaient pas à vous venir en aide, que des millions de Russes marchaient à grands pas sur Berlin. Abstraction faite *d'un million et demi de prisonniers* qui remplissent nos camps de concentration, il n'y a pas de Russes sur notre sol. Nous avons occupé, au contraire, de grandes parties de leur territoire. Rien que dans les deux derniers mois — tout en repoussant victorieusement toutes vos tentatives de rompre nos lignes de fer, et malgré l'intervention de l'Italie, — *nous leur avons pris, avec nos alliés austro-hongrois, environ 650,000 prisonniers, des centaines de canons et d'innombrables mitrailleuses, nous avons reconquis Przemysl et Lemberg et chassé les armées du tsar hors de Galicie.*

Les forteresses russes d'Ostrolenka, Rozan et Pultusk sont entre nos mains ; nos armées victorieuses et celles de nos alliés serrent de près Nowo Georgiewsk, Varsovie et Iwangorod.

2). L'intervention de l'Italie ne nous inquiète pas davantage. Mieux vaut une hostilité nette qu'une fausse amitié ! La trahison

de ce pays n'aura pas d'autre conséquence que de nous affermir dans notre volonté absolue de vaincre, même contre un monde d'ennemis — de toutes couleurs ! L'insuccès complet de l'offensive italienne, les graves échecs qu'elle essuya jusqu'aujourd'hui, confirment notre conviction que ce ne sera pas le nombre, mais la force morale qui remportera la victoire !

3). Nous ne serions pas des Allemands, si le désir de revoir nos familles et nos foyers ne nous tenait pas au cœur — mais nous vous assurons que nous n'y rentrerons que vainqueurs, après avoir mis l'Angleterre dans l'impossibilité de renouveler son intrigue visant à briser brutalement notre essor pacifique, avec l'aide d'une coalition de dupes, par le complot le plus lâche et le plus infâme qui ait jamais été tramé contre une nation travailleuse. Nous ne voulons pas subir le sort du Portugal, de l'Espagne, de la Hollande et de la France, qui ont tous un jour commis le même crime de gêner la cupidité mercantile du pays que vos ancêtres ont appelé avec tant de clairvoyance la « *perfidè Albion* » !

4). Vous protestez lorsqu'on vous traite de dupes, vous, les Français intelligents ! Vous l'êtes doublement ! *D'abord vous êtes les dupes des Anglais*. Voyant que le développement de notre commerce et de notre industrie menaçait de plus en plus sa prépondérance absolue, l'Angleterre décida de nous anéantir. Mais comment faire ? L'Allemagne était forte, son armée brave et nombreuse, alors que les bons marchands de Londres n'ont pas — personnellement, du moins ! — l'instinct guerrier ! Il s'agissait donc de trouver quelqu'un qui voulût bien se faire casser la tête pour eux. Quoi de plus naturel que de penser tout d'abord à vous autres Français ! La France, ou du moins la plus grande partie de la population française — paysans, ouvriers, artisans, commerçants, etc. — ne voulait nullement la guerre et ne demandait, comme nous autres, qu'à pouvoir vivre et travailler tranquillement et honnêtement. Mais il y avait la clique des revanchards, peu nombreuse il est vrai, mais experte et toujours prête à exciter les instincts populaires. C'est à eux qu'on s'adressa. Avec l'aide d'une presse honteusement achetée on sut non seulement rendre de plus en plus puissant ce parti, qui voulait la guerre à tout prix contre l'Allemagne, mais encore inquiéter la nation française entière. A force d'entendre répéter le même mensonge : que l'Allemagne ne tarderait pas à attaquer la France, votre pays fut poussé dans

cette politique d'armements à outrance, qui aboutit au service de trois ans.

Mais il fallait d'autres dupes encore. De la guerre russo-japonaise la Russie était sortie affaiblie. Pour réorganiser son armée et sa flotte, il lui fallait beaucoup d'argent. Les Anglais, dans leurs entreprises politiques, n'aiment à risquer ni leur peau ni même leur argent. Ce fut donc encore une fois la *France* qui dut se sacrifier, en prêtant toujours et toujours de nouveaux milliards à la Russie.

Au commencement de l'année 1913, la France, nation de 39 millions d'habitants, disposait d'une armée active aussi nombreuse que celle de l'Allemagne, nation de 65 millions d'habitants. L'armée russe, grâce aux milliards français, était même montée à 1,300,000 hommes. L'heure de la réalisation du grand projet semblait venue. Le livre : « *La Destruction de l'Empire Allemand en 1911...* », écrit en 1912 par un officier d'état-major, avec préface du député de Nancy, dévoila crûment les belles intentions des militaristes français, et Paul Déroulède, chef de la Ligue des Patriotes, prononça la même année, lors de l'anniversaire des combats de Champigny (30 novembre et 2 décembre 1870) un discours où il osa dire, dans une glorification éperdue et agressive du militarisme français :

« Pourquoi retarder la revanche ? La France est prête grâce à ses incomparables artilleurs, à ses aviateurs hors de pair, à ses fantassins devenus d'habiles tireurs, à ses cavaliers de plus en plus entraînés.

La France n'attend plus que le metteur en œuvre. Quant aux sophistes du patriotisme, aux conditionnels de la bravoure qui n'admettent qu'une guerre défensive contre l'envahisseur, il faut leur rappeler qu'aussi longtemps que Metz, Strasbourg, Mulhouse sont aux mains de l'ennemi, il y a invasion. N'ayons donc plus qu'une seule volonté, qu'un seul but et une année ne se passera pas, sans que l'Alsace-Lorraine redevienne française, sans que la France réapparaisse dans tout son éclat, dans toute sa grandeur, dans toute sa gloire.

Vive la France libre ! Vive l'Alsace-Lorraine libérée ! Vive la revanche libératrice !

Peu de temps après, on avait trouvé le « metteur en œuvre » assez peu scrupuleux et assez vaniteux pour jeter votre pays dans

l'entreprise ; les derniers préparatifs de guerre furent faits, le service de trois ans imposé : *L'œuvre était prête à être mise en scène !* C'est la Serbie, valet de la Russie, qui fut chargée de donner le signal par le crime aussi lâche qu'infâme de Séradjewo.

L'Autriche-Hongrie, menacée dans son existence même, outragée dans ses sentiments les plus sacrés, voulut punir les meurtriers ; la Russie s'interposa et, *le gouvernement français ayant refusé de rester neutre, comme le lui avait proposé le gouvernement allemand*, l'Allemagne et la France, furent du même coup entraînées par leurs traités d'alliance respectifs dans la guerre générale — *si ardemment désirée et préparée par la clique de vos revanchards, qui n'en eurent pas moins le toupet de vous dire : « On nous attaque, nous qui avons toujours voulu la paix ! »*

Il y avait un homme en France qui connaissait la vérité toute entière et qui aurait pu sauver la France du désastre : *Jaurès !* — mais on l'assassina. Il aurait pu dire à ces menteurs : C'est faux, c'est ridicule ! Si vraiment l'Allemagne nourrissait contre nous des intentions agressives, elle serait absolument folle de nous attaquer à un moment où une guerre contre la France lui mettrait le monde entier sur le dos ; *elle nous aurait attaqués lors de la guerre russo-japonaise*, alors qu'elle pouvait nous écraser facilement. Comment se fait-il que toute une semaine avant l'ouverture des hostilités tous les Français étaient partis d'Allemagne, tandis que presque tous les Allemands en France furent surpris par la guerre et ne purent retourner dans leur patrie ? Et les navires allemands ? *N'ont-ils pas dû presque tous se réfugier dans des ports neutres ou n'ont-ils pas été surpris dans les ports ennemis ?* Et n'est-il pas vrai que la mobilisation française était terminée longtemps avant la nôtre, de sorte que vous avez réussi — grâce à la supériorité temporaire du nombre — à prendre pied tout d'abord sur notre territoire, avançant presque jusqu'à Colmar et devant Metz ? C'est que votre mobilisation était préparée depuis le commencement du mois de juillet, comme des milliers de prisonniers français nous l'ont confirmé. Et n'avait-on pas dit aux réservistes français qu'on allait avoir des manœuvres ! Tout cela serait-il arrivé si *l'Allemagne avait pré-médité la guerre ?*

Non ! Jamais peuple n'a été si odieusement trompé que le vôtre ! La presse de vos « *metteurs en œuvre* », furieuse de voir échouer pitoyablement le lâche complot contre l'existence pacifique

et laborieuse de l'Allemagne, et prise d'une folle crainte à la pensée que la nation française finira par découvrir un jour les vrais auteurs de la catastrophe nationale et voulant à tout prix suppléer au manque d'enthousiasme pour cette boucherie atroce en créant une haine aveugle contre l'ennemi, a lancé contre nos braves troupes les plus bestiales calomnies. D'après elle, nos soldats égorgent les femmes, tuent les petits enfants à coups de baïonnettes, brutalisent les prisonniers de guerre, etc. C'est ainsi que le « *Temps* » du 27 juin 1915 se déshonore en publiant la notice suivante : « Des journaux hollandais (pourquoi ne les nomme-t-on pas ?!) assurent que des soldats, chargés de rentrer les fourrages aux dépôts allemands, ont maltraité des vieillards, des femmes et des enfants qui venaient de terminer la fenaison. Plusieurs cadavres d'enfants transpercés par des fourches ont été trouvés dans les champs belges » ?

Ne vous apercevez-vous pas de ce qu'il y a de vague dans ces accusations aussi basses que stupides ? Comment est-il donc fait, le public français auquel on ose présenter de pareilles « informations » qui déshonorent également le journaliste qui les fabrique et le lecteur qui y croit ?

Un soldat allemand qui se montrerait brutal vis-à-vis d'une femme, d'un enfant, d'un vieillard, d'un prisonnier, serait abattu par ses propres camarades comme un chien enragé. Lisez ce qu'un Français, homme d'honneur qui respecte le principe de l'équité envers l'adversaire, M. Gabriel Monod, professeur en Sorbonne, directeur de la « *Revue historique* », écrit dans son livre :

Allemands et Français (Souvenirs de la campagne de 1870-71) :

« Chez les membres des ambulances allemandes nous avons trouvé d'ordinaire plus que des égards, presque des sentiments de confraternité. Ils étaient toujours prêts à nous seconder de tout leur pouvoir, et leur dévouement ne faisait point de distinction entre les soldats des deux nations.

« Le respect des Allemands pour les femmes est le trait le plus remarquable de cette campagne, car c'est là une qualité nationale et une des sources de la force de la race germanique. J'ai vu toujours les femmes traitées avec un véritable respect qui faisait l'étonnement des soldats français : « Ce n'est pas nous qui ferions comme cela », m'ont-ils dit bien souvent.

« Quant aux enfants, ils étaient dès le premier jour les amis des Allemands. Quand il n'y avait rien à manger dans la maison

et qu'on s'en plaignait « à cause des enfants », toute la famille était sûre d'être nourrie et plus d'une fois la présence des enfants dans une maison a transformé les ennemis en amis. »

Depuis 1870 nous n'avons pas changé — ni vous non plus, comme le prouve ce qu'écrivit Gabriel Monod au Chap. II : « Les Français au début de la guerre » :

« Les seuls sentiments de ceux qui étaient satisfaits de la guerre étaient une mesquine jalousie contre la Prusse, dont la puissance grandissante offusquait notre amour-propre, et le plaisir puéril et immoral de montrer sa force, de battre son voisin, et d'entrer en triomphateurs dans une capitale quelconque. La masse de la nation, qui ne songeait point à la guerre et la voyait même avec effroi, n'éprouvait point de répulsion morale contre l'iniquité du prétexte saisi par l'empereur Napoléon III, et accepta bientôt avec satisfaction l'idée d'une promenade militaire à Berlin. Ces sentiments bas et puérils se changèrent en véritable rage quand vinrent les premières défaites et que la France fut envahie. Des gens, qui trouvaient tout naturel de ravager les provinces rhénanes, et même de les conquérir, se mirent à crier au sacrilège, à la violation du sol sacré de la patrie, à l'outrage envers la civilisation dont la France tient le flambeau, etc. Les Allemands furent représentés comme des barbares, des sauvages ; le vocabulaire de la langue ne suffisait plus à la fureur des patriotes. Il n'est pas de calomnie, pas de mensonge qui contre eux ne fut de bonne guerre. »

Nous croyons que ces vérités saisissantes n'ont pas besoin de commentaire. Mais quelle analogie frappante avec ce qui se passe actuellement !

Quand vous reverrez les 265,000 prisonniers de guerre français qui se trouvent actuellement en Allemagne et la population du territoire occupé, vous saurez à quel degré vous avez été odieusement trompés par ces journalistes à tout faire qui, contre payement et par ordre, trouvent toujours de « nouvelles fosses » pour éclabousser l'honneur de l'adversaire. En attendant, ces tristes sires de l'« embuscade » récoltent toute la moisson des décorations, tandis que vos braves soldats — comme en 1870, nous reconnaissons volontiers qu'ils sont braves ! — se sacrifient par centaines de milliers, devant nos retranchements imprenables. Si le peuple français connaissait toute l'horrible étendue de ses pertes, un cri d'effroi s'élèverait d'un

bout à l'autre de votre pays ! Mais tandis que, chez nous, on publie journallement les noms de nos soldats morts, blessés ou prisonniers, vos « *metteurs en œuvre* » se gardent bien d'imiter notre exemple — et pour cause ! Tandis qu'en Allemagne, tous les journaux publient régulièrement les bulletins de tous nos ennemis, que les journaux français et anglais se vendent partout chez nous, la terreur d'une censure grotesque règne chez vous — et pour cause aussi ! *Car il y a des personnes en France qui tremblent que la vérité ne se fasse jour.* Mais ce réveil viendra, et nous avons le loisir de l'attendre. Jusque-là, leur œuvre funeste : des millions de Français morts ou mutilés, des torrents de larmes, misère, dévastation et ruine partout, sera continuée. — *Et Messieurs les Anglais !* Les grands organisateurs de la boucherie ? Avez-vous vu leurs « millions » depuis onze mois ? Où sont-ils ? Sur l'étendue gigantesque du front, ils occupent juste cinquante kilomètres, où ils ne bougent guère ; en revanche, ils envoient leurs armées en Mésopotamie et dans nos colonies pour s'y enrichir, comme ils ont toujours fait — comparez l'histoire du Canada, des Républiques Boers, de l'Égypte, de la Louisiane, des Indes, des colonies espagnoles et portugaises ! — alors que les nations du continent s'entr'égorgeaient dans des luttes invariablement organisées par ce peuple que Napoléon I^{er} a appelé « *le Vampire du continent* ». Avec l'aide de Dieu qui, jusqu'ici, nous a protégés si merveilleusement, nous sommes décidés à mettre fin une fois pour toute à cette tyrannie sanglante qui, depuis trop de siècles, pèse sur l'Europe.

Telle est notre réponse à vos manifestes.

N° 70, 1^{er} août 1915.

DÉCRET

Considérant :

1. — Que l'Angleterre n'admet point le droit des gens suivi universellement par tous les gens policés ;

2. — Qu'elle répute ennemi tout individu appartenant à l'état ennemi et fait en conséquence prisonniers de guerre non seulement les équipages des vaisseaux armés en guerre, mais encore les équipages des vaisseaux de commerce et des navires marchands, et même les facteurs du commerce et les négociants qui voyagent pour les affaires de leur négoce ;

3. — Qu'elle étend aux bâtiments et marchandises du commerce et aux propriétés des particuliers le droit de conquête, qui ne peut s'appliquer qu'à ce qui appartient à l'Etat ennemi ;

4. — Qu'elle étend aux villes et ports de commerce non fortifiés, aux havres et aux embouchures des rivières le droit de blocus qui, d'après la raison et l'usage de tous les peuples policés, n'est applicable qu'aux places fortes ;

Qu'elle déclare bloquées des places devant lesquelles elle n'a pas même un seul bâtiment de guerre, quoique une place ne soit bloquée que quand elle est tellement investie qu'on ne puisse tenter de s'en approcher sans un danger imminent ;

Qu'elle déclare même en état de blocus des lieux que toutes ses forces réunies seraient incapables de bloquer, des côtes entières et tout un empire ;

5. — Que cet abus monstrueux du droit de blocus n'a d'autre but que d'empêcher les communications entre les peuples et d'élever le commerce et l'industrie de l'Angleterre sur la ruine de l'industrie et du commerce du continent ;

6. — Que, tel étant le but évident de l'Angleterre, quiconque fait sur le continent le commerce des marchandises anglaises, favorise par là ses desseins et s'en rend le complice ;

7. — Que cette conduite de l'Angleterre, digne en tout des premiers âges de la barbarie, a profité à cette puissance au détriment de toutes les autres ;

8. — Qu'il est de droit naturel d'opposer à l'ennemi les armes dont il se sert, et de le combattre, de la même manière qu'il combat, lorsqu'il méconnaît toutes les idées de justice et tous les sentiments libéraux, résultat de la civilisation parmi les hommes ;

Nous avons résolu d'appliquer à l'Angleterre les usages qu'elle a consacrés dans la législation maritime.

Les dispositions du présent décret seront constamment considérées comme principe fondamental de l'Empire, jusqu'à ce que l'Angleterre ait reconnu que le droit de la guerre est un et le même sur terre que sur mer ; qu'il ne peut s'étendre ni aux propriétés privées, quelles qu'elles soient, ni à la personne des individus étrangers à la profession des armes, et que le droit de blocus doit être restreint aux places fortes réellement investies par des forces suffisantes.

Nous avons, en conséquence, décrété et décrétons ce qui suit :

ART. 1^{er}. — Les îles britanniques sont déclarées en état de blocus ;

ART. 2. — Tout commerce et toute correspondance avec les îles britanniques sont interdits.

Camp impérial de Berlin, 21 novembre 1806.

NAPOLÉON,

Empereur des Français, Roi d'Italie, etc.

(Correspondance de Napoléon I^{er}, publié par ordre de l'Empereur Napoléon III. Tome XIII. Paris, Imprimerie impériale, 1863, pages 682-684).

L'ANGLETERRE RÉSERVE SES FORCES

Le problème de la grande offensive alliée sur le front ouest, annoncée depuis si longtemps comme prochaine et définitive, se pose depuis quelque temps avec une nouvelle et particulière acuité.

A mesure que la situation des armées russes empire, l'appel de l'Allié moscovite se fait plus pressant et plus désespéré, appel qui s'adresse aux amis de l'ouest, dont la Russie vaincue, privée de ses forteresses et rejetée hors de Pologne, attend le « geste sauveur », c'est-à-dire la grande offensive obligeant l'adversaire allemand à affaiblir son front oriental et permettant ainsi aux Russes de se ressaisir.

L'armée française, alliée fidèle, exécuta dans ce but une série d'attaques, sacrifiant à l'amitié russe, si coûteuse déjà au point de vue financier, le meilleur sang de sa jeunesse valide. La vaillance française est venue se briser sans cesse à nouveau contre la muraille de fer des positions allemandes, sans que ces attaques, extrêmement sanglantes pour l'assaillant, eussent rapporté plus que ci et là quelques petits avantages locaux, auxquels s'opposent, d'ailleurs, des pertes de terrain sur d'autres points.

L'Angleterre, elle, éprouva également le besoin de faire son possible pour alléger le poids formidable qui pèse sur la Russie. Elle s'en acquitta d'une manière qui s'accorde parfaitement avec les traditions d'Albion : Elle chercha et cherche encore de nouveaux auxiliaires prêts à verser leur sang pour l'intérêt commercial du « patron » britannique.

Elle trouva d'abord l'Italie. Non contente des hécatombes qui sont l'unique résultat appréciable des vaines offensives italiennes contre les positions autrichiennes à l'Isonzo, elle vient de décider le Gouvernement de Rome à lui fournir les troupes nécessaires pour le suprême effort contre les Dardanelles, par lequel Londres espère encore sauver son prestige gravement compromis.

Dans les Balkans, particulièrement en Roumanie et en Grèce, l'intrigue anglaise accomplit la plus vile des besognes, en Hollande elle répand mensonge sur mensonge, avec l'aide des représentants officiels de S. M. Britannique et d'une certaine presse que nourrit

l'or anglais. La menace, enfin, lui semble le bon moyen à l'égard des peuples qui ont un patrimoine colonial à perdre. Et l'on sait qu'elle n'a rien négligé pour entraîner l'Amérique dans la guerre, sous le prétexte hypocrite que des citoyens américains ont commis l'imprudence, malgré les plus pressants avertissements, de voyager à bord d'un croiseur auxiliaire anglais chargé de matériel de guerre et de munitions destinés à l'armée britannique, et dont le torpillage par un sous-marin allemand fut tragiquement aggravé, comme on sait, par la conflagration funeste de toutes ces matières explosives accumulées dans les flancs du navire.

Mais revenons à la France. On sait que le brave Anglais a réussi à l'engager à fond dans la sanglante aventure des Dardanelles, qui est, et par l'initiative et par la direction des opérations, une entreprise *anglaise*. Alors que l'Angleterre et la Russie ne sont pas même encore d'accord sur le partage de la peau de l'« ours ture » — encore bien vivant, d'ailleurs ! — des dizaines de milliers de vaillants soldats français ont déjà trouvé la mort là-bas, à l'insu du pays même. Des navires de guerre français reposent, avec leurs équipages, au fond de la mer, devant les Détroits inviolés. John Bull aura sans doute fait accroire à Marianne que là-bas il n'y avait pas de sous-marins allemands et que cette aventure sanglante ne serait qu'un rapide et facile « coup de main. »

Là où il s'agit d'attaquer, l'Anglais ne se presse pas. Chaque fois qu'il n'a pu faire autrement, par égard pour son Allié français, il a d'ailleurs subi des pertes considérables. Mais la partie minime du front ouest qu'occupe l'armée anglaise lui permet, en somme, de se ménager et diminue pour elle les risques sanglants, en laissant galamment l'énorme part à l'armée française. Que dans cette répartition de l'effort militaire au front ouest la part de l'armée *belge* ne soit pas plus grande, cela n'a, certes, rien d'étonnant, cette armée ayant servi déjà de bouclier à l'Angleterre, écartant de la fameuse « Protectrice des faibles » les premiers coups de cette guerre qu'elle déchaîna.

Mais voyons l'Anglais ! S'étant réservé la « petite part » des risques, il a encore su la choisir selon ses propres intérêts. Ce que défend son armée, ce n'est pas un morceau du territoire français, oh, non ! c'est ce qu'il considère comme le faubourg continental de son Ile, c'est la position d'Ypres, l'accès de la Manche, avec Dunkerque, Boulogne, Calais, qui sont autant de bastions avancés de la défense britannique. Que lui importe le reste ! C'est ici qu'il se

cramponne et se concentre, laissant froidement la France s'épuiser le long de l'immense front.

Et serait-ce à la défense suprême et *contre tous* de ce « faubourg anglais » que Kitchener réserve sa fameuse « armée monstre » ? Qui sait ! On en a tant parlé dans les journaux, il faut bien qu'il en existe quelque chose ! Peut-être attend-elle le jour où l'Angleterre pourra dire gracieusement à la France épuisée : « Ma chère Alliée, tu n'es plus capable de défendre seule tes côtes septentrionales. Permets que je t'offre mon bras et que mon armée, qui a bien moins souffert que la tienne, reste provisoirement — oh, *provisoirement* ! — là où elle est. « Soyons certains que les hommes d'Etat dont la clairvoyance a poussé la France dans les filets de l'intrigue, seront ravis.

L'établissement « provisoire » — dans le sens *anglais* du mot, tel que l'histoire nous le révèle ! — de l'Angleterre à Dunkerque, Galais, etc., quel bel aboutissement de l'« Entente cordiale » ! Et quel bon tour joué — aux « Boches », n'est-ce pas ! Et pour longtemps, car en anglais le « provisoire » a une tendance à durer !

Pour commencer, les hommes d'Etat et les généraux anglais ne proclament-ils pas leur volonté de continuer la guerre pendant des années sur le sol sanglant de la France ?

Pour cela ils ont pourvu à leur établissement à longue échéance dans les villes du littoral français. C'est ainsi que l'état-major anglais fait construire des casernes et loue des hôtels — à Amiens p. e. — pour *trois ans* ! Et l'« *Echo de Paris* » (du 12 août) de s'extasier sur ces excellents Alliés qui ont compris tout de suite la nécessité de « *faire grand* ! »

Evidemment, tant que ses Alliés marcheront, l'Anglais n'a pas de raison pour ne pas mener « grand jeu ».

Ce n'est pas son territoire qui est envahi, et le fait qu'il semble combattre pour délivrer celui de ses amis lui permet, par dessus le marché, de faire le généreux, tout en « voyant loin », plus loin, certes, que la myopie de ce haineux chauvinisme qu'il a si bien su entretenir chez ses « auxiliaires », pour l'exploiter au bon moment. Il voit bien, lui, que la paix se fera un jour, la guerre dût-elle même durer des années, et pour pouvoir alors dire son mot comme jadis, il réserve ses forces et préfère laisser couler à flots le sang de ses Alliés. En cela il a, d'ailleurs, vis-à-vis de ceux-ci une excellente excuse : *il reste fidèle aux traditions de son histoire.*

PROPOS DE FAMINE

Mais oui, parlons-en, puisqu'un grand journal parisien, dans un article aigre-doux à l'adresse de la « *Gazette des Ardennes* », a cru découvrir que nous évitions toute allusion à cette fameuse « famine allemande », si chère à la grande presse parisienne, dont elle est devenue, après tant d'autres chimères écroulées, l'illusion préférée !

A moins que cet espoir fantaisiste ne soit qu'un des innombrables leurres destinés uniquement à la foule crédule, et auxquels ne croient pas les augures ! Car nous avons peine à admettre que les hommes qui tiennent entre leurs mains les destinées militaires et politiques de la France puissent sincèrement compter sur l'aide d'une alliée aussi invraisemblable.

Nous ne nous étendrons pas ici sur ce que pareille machination, issue de l'hypocrisie infernale de l'Angleterre, contient de brutalité infâme. Nous laissons à l'histoire le soin de juger ceux qui eurent le triste courage d'en imaginer l'impraticable théorie : L'Angleterre, « protectrice du droit des faibles », affamant lâchement des millions de femmes et d'enfants, dont elle n'aura pu vaincre les époux et les pères ! Mais la vaillance d'un peuple qui veut vivre épargnera à la civilisation humaine la suprême honte d'un pareil spectacle.

Au lieu de la sinistre et mortelle tragédie, ce n'est plus qu'un vaudeville qu'enfante journellement la folle imagination de certains plumitifs dévoyés.

Ainsi, puisque le génie organisateur de l'Allemagne a cru devoir parer d'avance à toute éventualité, puisqu'il a cru devoir affirmer, par un ravitaillement bien compris et admirablement réglé, la volonté solidaire de la nation, de partager comme une grande famille toutes les charges de la formidable guerre qui fut imposée à sa longue patience et à sa sincère volonté de travail et de paix ; et puisque personne ne saurait plus douter aujourd'hui du succès de ce bel effort de discipline nationale, il faut bien que les bouffons d'une certaine presse qui ne sera jamais sérieuse, en dépit des plus cruelles épreuves, il faut bien que ces blagueurs de profession trouvent de quoi nourrir l'imagination affamée de leur lecteur habitué

à ce qu'on lui serve ce qu'il aime entendre. La voilà bien, la vraie famine ! La disette de bonnes nouvelles soutenant le moral et chatouillant l'orgueil ! Voilà pourquoi, faute de victoires, la presse des boulevards a inventé l'invariable sottise de l'Allemagne affamée et la rengaine enfantine du pain K K !

De ce pain de guerre, nous mangeons et nous mangerons tant qu'il faudra. Nous le trouvons même exquis et je gage que, la paix revenue, il gardera sa place d'honneur. C'est à peine si nous eussions fait attention au changement systématique et si remarquablement réglé de l'alimentation, si Messieurs les journalistes de Paris n'avaient pris soin de nous en avertir. Mais qu'ils remettent leur encre et leur fiel ! Ils ne parviendront pas à gâter notre excellent appétit. Nous saurons même éviter, malgré leurs provocations calomnieuses, aux 250,000 Français, et aux quelques centaines de milliers de leurs Alliés belges, anglais et russes, qui partagent en captivité le pain de l'Allemagne, les affres qu'ils aimeraient nous voir subir. A ce propos, nous croyons que les prisonniers français travaillant chez des paysans allemands, dont nous publions, lus loin, quelques extraits de lettres, sont des témoins peu suspects. Le gros, dont la famille entière admire, à la loupe, sur une photographie envoyée au pays, la bonne mine joufflue, nous apparaît comme le symbole vivant de la « famine allemande » !

Si toutefois, parmi les classes riches du peuple allemand, quelques fines bouches ont éprouvé certain désagrément à changer leurs chères habitudes culinaires, rien n'est moins regrettable ; il est, bien au contraire, excellent qu'il en soit ainsi, car l'Allemagne veut sortir de cette guerre physiquement fortifiée et moralement grandie !

LES MUNITIONS

Les Alliés viennent enfin de découvrir le chemin de la victoire ! Le bon, le vrai, le sûr, l'infaillible ! Il est vrai qu'ils croyaient l'avoir trouvé plusieurs fois déjà, depuis les dix mois qu'ils cherchent. Mais, hélas, il paraît que ce n'était jamais « le bon ». Maintenant ça y est ! Après l'échec des différentes offensives, après l'insuccès désastreux qui vient de détraquer le fameux « rouleau compresseur » russe et lui fait faire machine arrière depuis deux mois, après le mécompte du blocus affameur, les augures viennent enfin de découvrir ce qu'ils croient être le « secret » de la force allemande.

Ce ressort mystérieux d'une résistance indomptable et d'une puissance offensive foudroyante, qui fait que l'héroïsme déconcertant des « Barbares » n'a pu être brisé par les efforts combinés de la plus formidable coalition, quel est-il ?

C'est, paraît-il, la supériorité toute « matérielle » de l'armement allemand, c'est la plus grande quantité d'artillerie et de munitions. Pour venir à bout de l'ennemi tant détesté, — qu'on espérait naguère étrangler en un tour de main et qui a eu le mauvais goût de ne pas se laisser faire ! — il suffira donc, cette fois, de fabriquer plus et toujours plus de canons et de munitions et d'en acheter plus et toujours plus aux fournisseurs « neutres », jusqu'à ce que, sous l'ouragan de fer et de feu, le cœur indomptable du dernier « Boche » ait cessé de battre. Alors la voie sera libre pour les « champions de la civilisation », — blancs et de toutes couleurs !

On s'étonne toutefois que dans cette nouvelle spéculation superfine, personne ne semble encore avoir découvert ce qui cloche. Comment ? Ne disait-on pas, l'hiver passé, que l'Allemagne serait bientôt à bout de munitions ? Comment se fait-il que maintenant ce soient les Alliés qui en manquent ? Ils ont pris leur temps pour s'en apercevoir ! Et ce n'est que maintenant qu'on a mis M. Lloyd George à la tête d'un nouveau « ministère des munitions » ! Ce n'est que maintenant qu'en France on crée, au ministère de la guerre, une organisation semblable et qu'on clame à cor et à cri que seule la supériorité des munitions a permis aux armées austro-allemandes de changer en débâcle l'offensive russe contre les Carpathes et de prendre de plus en plus pied sur le sol de la Sainte Russie !

Voilà qui est singulier. Mais en attendant, le monde entier s'apprête à gober ce nouveau « bluff » anglais, — car c'est d'Angleterre que cette nouvelle illusion a été lancée. On comprendra pourquoi. Ne parle-t-on pas, depuis quelques mois, de la nécessité de plus en plus pressante pour l'Angleterre, d'adopter le service obligatoire ? Les alliés de l'Angleterre ne se plaignent-ils pas plus ou

moins discrètement de ce que celle-ci n'envoie pas assez d'hommes au combat ? Ces discussions, ces reproches se firent de plus en plus gênants pour l'amour-propre anglais et pour la beauté du rôle « désintéressé » que celui-ci aime à jouer, — jusqu'à ce que le contre-argument sauveur eût été trouvé.

C'est fait, et nous allons voir se rendormir le mécontentement et la méfiance qui commençaient à se faire jour. Ses fils, que l'Angleterre ne veut pas envoyer au feu, elle a trouvé moyen de les garder. Ils fabriqueront des munitions. Toute l'Europe belligérante est debout jusqu'au dernier homme. Bien ! La fière Albion ne veut pas rester en arrière. Seulement, au lieu d'aller au front, où on risque de se faire tuer, ses fils à elle resteront à l'usine. C'est plus prudent et plus économe !

Vous voilà contentes, mères françaises ! Que pensez-vous de vos gouvernants qui s'appliquent à couvrir le jeu froidement égoïste de leurs « Maîtres » anglais ? Car voilà leur truc : que les Alliés donnent leur chair et leur sang et le sang de leurs fils, les Anglais, eux, trouvent qu'il leur convient mieux de fournir l'« autre facteur de la victoire », celui dont ils viennent de découvrir au bon moment l'importance capitale. En fait de chair et de sang, ils continueront à envoyer au front, autant que possible, leurs gens de couleur, leurs prétoriens de race inférieure.

Les valeureux joueurs de foot-ball et de tennis ne songent pas à quitter le sûr abri de leur île. Ils ont mieux à faire. Ils fabriqueront les munitions pour ceux qui continueront à faire à l'Angleterre un rempart vivant de leurs corps ! Oh, nous entendons bien que cela va leur coûter de l'*argent*, beaucoup d'argent peut-être ! Mais les autres peuples engagés dans la plus terrible des guerres, — qu'ils soient les alliés de l'Angleterre ou ses ennemis — donnent *leur sang et leurs larmes*.

Pas si bête, l'Anglais ! Il paye, le « gentleman », il ira même à l'usine — pensez-donc ! — et son orgueil saura persuader une fois de plus à tous ceux qui en sont les dupes, que c'est lui qui libérera le monde du terrible « militarisme »....

Oui, mais ce fin calcul risque fort de n'être encore qu'un nouveau mécompte ! Ce n'est pas par ces moyens-là qu'on réduira l'inébranlable vaillance du peuple allemand ! Lui aussi s'entend à fabriquer des munitions. Sans ministère spécial, sans propagande tapageuse, il a su jusqu'ici subvenir à tous les besoins de sa défense victorieuse. Il continuera, et s'il est nécessaire qu'il en fabrique plus et plus, soyez certain qu'il le fera, Monsieur Lloyd George !

Pour « faire marcher » vos alliés, confiants dans les chemins « sûrs et infaillibles » de votre « victoire » de plus en plus lointaine, il vous faudra trouver autre chose encore !

Protestation de NAPOLÉON I^{er} contre la perfidie anglaise

Protestation :

Je proteste solennellement ici, à la face du Ciel et des hommes, contre la violence qui m'est faite ; contre la violation de mes droits les plus sacrés, en disposant par la force, de ma personne et de ma liberté. Je suis venu librement à bord du « *Bellérophon* » ; je ne suis pas prisonnier, je suis l'hôte de l'Angleterre. J'y suis venu à l'instigation même du capitaine, qui a dit avoir des ordres du gouvernement de me recevoir, et de me conduire en Angleterre avec ma suite, si cela m'était agréable. Je me suis présenté de bonne foi, pour venir me mettre sous la protection des lois d'Angleterre. Aussitôt assis à bord du « *Bellérophon* » je fus sur le foyer du peuple britannique. Si le gouvernement, en donnant des ordres au capitaine du « *Bellérophon* » de me recevoir ainsi que ma suite, n'a voulu que tendre une embûche, il a forfait à l'honneur et flétri son pavillon.

« Si cet acte se consommait, ce serait en vain que les Anglais voudraient parler désormais de leur loyauté, de leurs lois et de leur liberté ; la foi britannique se trouvera perdue dans l'hospitalité du « *Bellérophon* ».

J'en appelle à l'histoire : elle dira qu'un ennemi qui fit vingt ans la guerre au peuple anglais, vint librement, dans son infortune chercher un asile sous ses lois ; quelle plus éclatante preuve pouvait-il donner de son estime et de sa confiance ? Mais comment répondit-on, en Angleterre, à une telle magnanimité ? On feignit de tendre une main hospitalière à cet ennemi ; et, quand il se fut livré de bonne foi, on l'immola ».

Signé : NAPOLÉON.

A bord du « *Bellérophon* », à la mer.

DIVERSES NEUTRALITÉS

Aucun conflit de l'histoire n'aura été aussi riche en enseignements inédits et en expériences inattendues que cette guerre, formidable entre toutes et par son étendue et par les passions qu'elle déchaîna et qui embrasent le monde entier, bien au-delà des frontières des peuples engagés dans la lutte gigantesque.

Et c'est là un des problèmes qui intéresseront l'historien de l'avenir, à savoir le fait que ce conflit mondial n'aura laissé que peu de place aux spectateurs impassibles désireux de rester, dans l'universelle tourmente, justes et clairvoyants, c'est-à-dire « neutres ». Jamais encore, dans les guerres du passé, le problème de la neutralité n'a été aussi complexe et aussi discutable. C'est un fait qui résulte en partie de la structure du monde moderne, de la rapidité des communications et du rapprochement qui en résulte pour les peuples les plus éloignés et les plus étrangers. Rapprochement trop souvent factice, d'ailleurs, et combien néfaste, lorsque tout cet appareil technique, créé pour que l'humanité se comprenne mieux, tout ce réseau de câbles anglais tendu par le monde et formant par ses informations la pensée universelle, est mis abusivement au service de l'intrigue et de la haine menteuse.

L'historien de l'avenir ne manquera pas d'écrire, comme introduction à la grande tragédie européenne de 1914-15, un chapitre consacré à l'œuvre de préparation sournoise et d'intrigues masquées, par laquelle l'Angleterre jalouse parvint, en exploitant les rancunes de la France chauvine, à créer autour de la jeune Allemagne laborieuse et pacifique, ce cercle d'hostilité et de méfiance qui finit par rendre insupportable la situation européenne.

A ce premier chapitre consacré à l'intrigue préparatoire, l'historien de l'avenir en ajoutera un deuxième, plus pénible et plus déshonorant encore pour le bon renom de l'Europe civilisée : le chapitre des calomnies et des mensonges, des informations mensongères courant par le monde, le long des câbles anglais, des immondes campagnes de presse, des corruptions éhontées et des bas chantages dont l'Angleterre et ses alliés accompagnent l'action insuffisante de leurs armées.

Dans ce chapitre, il sera beaucoup question des neutres et du problème de la neutralité : Certains peuples y pourront lire — ce que l'expérience pratique leur aura, sans doute, appris entre temps — combien leur bonne foi trop crédule aura été abusée par le mensonge organisé et la calomnie systématique des ennemis de l'Allemagne. D'autres y trouveront un réquisitoire contre leur lâcheté, d'autres encore un jugement méprisant à l'adresse de leur mercantilisme hypocrite. Ce qui est certain, c'est que l'honneur du mot « neutre » ne sortira pas intact de cet aperçu historique.

Tout d'abord, saluons ici la courageuse attitude de certains pays qui, au milieu de la tourmente déchaînée, s'efforcent de ne pas se laisser entraîner par les promesses insinuanes et les menaces, en conservant intacts leur honneur et leur droit de disposer d'eux-mêmes et corrects leurs sentiments et leurs relations de bon voisinage vis-à-vis des nations qui sont en guerre contre les prétentions arrogantes de l'impérialisme anglais, dont elles désirent débarrasser l'Europe.

Il en est d'autres qui aimeraient bien, sans doute, adopter la même attitude loyale, si l'Angleterre le leur permettait. Mais la « protectrice des nations faibles » n'a pas honte d'exercer sur ces hésitants la pression la plus indigne, en menaçant de leur couper les vivres ou de ruiner leur commerce ou en établissant chez eux un service d'espionnage et de contrôle en règle.

Ces pays-là deviennent ainsi, sous le pavillon de leur « neutralité », les agents et les alliés plus ou moins involontaires de l'Angleterre. Mais il est à supposer que plus d'un d'entre eux attend silencieusement le jour où le monde sera débarrassé de l'emprise britannique.

Parmi les soi-disant « neutres », il en est d'autres qui ont tout l'air d'attendre l'heure propice pour faire choix du camp auquel ils se joindront pour la grande curée finale. Ceux-là n'ont qu'une préoccupation : tomber au bon moment sur le bon côté.

Cette politique machiavélique ne mérite pas que nous nous y arrêtions, sinon pour constater qu'elle n'est pas toujours sans inconvénients. Il arrive qu'on perde l'équilibre avant l'heure et qu'on tombe irrévocablement du mauvais côté alors que, moralement et par intérêt, on aurait dû choisir l'autre.

Mais il est une quatrième et dernière forme de « neutralité » qui apparaît comme un phénomène particulier du présent conflit : la neutralité « d'affaire » ou, pour employer le terme approprié, du

« business ». Il serait difficile de la dire moins immorale que la précédente, bien qu'elle soit accompagnée de protestations particulièrement morales et pacifiques. Cette neutralité des gros fournisseurs d'armes d'outre-mer n'attend pas qu'on lui cherche une excuse. Ce n'est plus la faiblesse qui se courbe craintivement sous la férule du plus fort, c'est le froid calcul des profits à réaliser.

Pourquoi cet humanitarisme d'outre-mer ne s'est-il pas ému en apprenant que la noble Angleterre s'apprêtait à « affamer » des millions de femmes et d'enfants allemands, dont les époux et les pères sont exposés, dans les tranchées du front, à la mort qu'apportent les obus fabriqués et exportés par millions sous le pavillon « neutre » de l'Amérique pacifiste ? Pourquoi a-t-il réservé toute son indignation pour le sous-marin allemand qui, usant de justes représailles, vient de couler un croiseur auxiliaire de la marine anglaise, chargé de munitions destinées aux ennemis de l'Allemagne ?

Tout cela apparaîtra un jour, sous la plume de l'historien, aux yeux du monde, honteux de reconnaître son image dans ce tableau d'hypocrisie et de lâcheté. Et ce monde aux yeux enfin éveillés verra clair alors dans le dossier de cette diplomatie de marque anglaise où s'accumulent, à travers les siècles, les intrigues malfaisantes, et dont la dernière félonie consiste dans le rôle qu'elle fait jouer en ce moment, en violant et en faussant les sentiments et le jugement des neutres abusés, à la conscience de l'humanité.

Quelques ordres du jour des armées alliées.

(tombés entre les mains des autorités militaires allemandes)

Le 10 mars 1915, on a trouvé sur un soldat anglais, qui fut fait prisonnier près de Givenchy, l'ordre du jour suivant :

« *Ordre du jour spécial pour la 1^{re} armée.*

Nous sommes en train d'attaquer l'ennemi dans des conditions extraordinairement favorables. Jusqu'à présent, dans cette campagne, l'armée anglaise a obtenu des succès par sa bravoure sur un ennemi qui, en nombre et en armes, était de beaucoup supérieur. Aujourd'hui, des renforts nous ont rendus supérieurs à l'ennemi établi devant notre front. Aujourd'hui, nos canons sont non seulement en nombre, mais ce sont les pièces les plus efficaces qu'on ait jamais employées dans n'importe quelle armée.

« *Nous avons chassé de l'air les avions allemands. Nos alliés, les Russes et les Français, ont fait des progrès sensibles et ont infligé des pertes énormes à l'ennemi. En outre, les Allemands sont affaiblis par des troubles dans leur pays et par le manque de tout ce qui est nécessaire pour la guerre. Il est donc invraisemblable qu'ils puissent encore amener des renforts considérables.*

« *En face de nous il ne se trouve qu'un seul corps d'armée, sur une étendue qui correspond à celle de notre première armée entière. Nous attaquerons maintenant, avec environ 48 bataillons, un secteur qui est défendu par environ 3 bataillons ennemis. Au premier jour du combat, les Allemands pourront encore amener tout au plus 4 bataillons pour la contre-attaque. La rapidité est donc l'essentiel pour devancer l'ennemi et pour obtenir le succès, sans subir de pertes graves. Jamais, dans cette guerre, un moment plus propice ne s'est présenté, et je suis certain que nous vaincrons. La grandeur de la victoire dépend de la rapidité et de la fermeté de notre action.*

« *Nous combattons en France, c'est vrai, mais nous ne voulons cependant pas oublier que nous combattons pour l'intégrité du Royaume britannique et pour sauvegarder la Patrie contre la barbarie organisée de l'armée allemande.*

« *Que tous aident au succès et que tous luttent comme des hommes pour l'honneur de la vieille Angleterre.*

9 mars 1915.

« Signé : D. HAIG,

« *Commandant en chef de la 1^{re} armée.*

Résultats :

Les Anglais ont pu pénétrer dans les premières lignes allemandes sur une largeur de 2 kilom. $\frac{1}{2}$, des deux côtés de Neuve-Chapelle. C'est tout ! Partout ailleurs, ils ont été refoulés avec de grandes pertes.

Grand Quartier général, le 18 mars 1915.

Sur un officier français du 5^e régiment colonial, tué dans la forêt de Bolante, en Argonne, on a trouvé l'ordre du jour imprimé, reproduit ci-dessous.

Au premier moment on n'avait pas pris ici le document au sérieux, vu qu'il paraissait incroyable, que le commandement ennemi pût s'humilier au point de lancer pareille publication. Mais, après avoir constaté que le contenu du document était connu de nombreux prisonniers, et depuis qu'à l'ouest de Lille encore un exemplaire de cet ordre du jour a été jeté par fusée volante à nos troupes, on ne peut plus douter de son authenticité.

Il est donc établi que le commandement français a entrepris, au moyen de cet ordre du jour, un suprême essai de tromper les troupes découragées, en leur contant des choses ayant pour but de leur suggérer de nouveaux espoirs, et cela en vue de la tentative de briser nos lignes en Champagne, laquelle a échoué jusque'ici.

NOTRE VICTOIRE EST CERTAINE

GRAND QUARTIER GÉNÉRAL

2^e Bureau

8 MARS 1915

*Les Armées Françaises se sont battues depuis sept mois
avec la VOLONTÉ DE VAINCRE.*

Elles doivent se battre désormais avec la CERTITUDE DE VAINCRE

I

Les Pertes Allemandes

Les armées allemandes ne peuvent plus augmenter ni en nombre ni en qualité. Elles sont condamnées à décroître.

Leurs pertes, y compris les malades, dépassent maintenant trois millions d'hommes.

Leurs cadres sont épuisés. Il n'y a plus en moyenne que douze officiers de carrière par régiment, et comme l'armée allemande a un carac-

tère aristocratique, elle ne peut pas recruter dans le rang de nouveaux officiers.

Les canons des Allemands sont usés. Beaucoup de leurs obus n'éclatent pas. Nos soldats en ont fait l'expérience.

Leurs recrues, à l'exercice, n'ont qu'un fusil pour trois hommes.

II

L'Allemagne Affamée

Leur ravitaillement en matériel de guerre, déjà difficile, va devenir impossible ; les flottes anglaises et françaises arrêtent toutes marchandises à destination de l'ALLEMAGNE.

La population allemande est étroitement rationnée pour le pain, les pommes de terre, la bière, la viande. La preuve s'en trouve dans les lettres saisies par nous sur les morts et les prisonniers.

Le Gouvernement Allemand en a d'ailleurs fait l'aveu en offrant au Gouvernement Américain d'assurer et de contrôler en territoire allemand le ravitaillement de la population civile. Cette proposition, qui a été repoussée, était sans précédent de la part d'une grande puissance.

La monnaie allemande subit chez les neutres une dépréciation de 15 %.

Les soldats allemands, systématiquement trompés par leurs chefs depuis le début de la guerre, commencent à savoir tout cela, à comprendre que l'ALLEMAGNE est battue et que la famine achèvera la ruine commencée par nos armes.

III

Les Alliés de l'Allemagne battus

La TURQUIE, alliée de l'ALLEMAGNE, est menacée dans sa capitale par les flottes anglaises et françaises.

La GRECE et la ROUMANIE sont sous les armes, prêtes à marcher avec nous.

Les RUSSES viennent de briser le grand effort offensif des Allemands et des Autrichiens. Ils n'ont encore utilisé cependant que le cinquième des immenses ressources que leur offre leur recrutement.

Les SERBES ont chassé les Autrichiens de leur territoire et leur en interdisent l'accès.

Les cuirassés allemands n'osent pas sortir de leur port. Quant aux sous-marins, nous en avons coulé, nos alliés et nous, plus qu'ils n'ont torpillé de bateaux de commerce.

Notre triomphe est donc sûr. Il faut le pousser jusqu'au bout, sans pitié pour l'ennemi,

IV

Les Crimes Allemands

De pitié, l'ALLEMAGNE, en effet, n'en mérite pas.

Son Gouvernement a violé tous les traités, envahi la BELGIQUE, déchiré ses engagements envers ce noble pays, manqué à toutes les lois de la guerre sur terre et sur mer.

Les troupes allemandes ont bombardé des villes non fortifiées, incendié des villages inoffensifs, fusillé les vieillards et les enfants, violé les femmes et les jeunes filles.

Les sous-marins allemands ont coulé des navires marchands, même appartenant à des neutres.

Dans les régions belges ou françaises où les Allemands ont pénétré, ils ont obligé et ils obligent encore les mères de famille dont les maris sont soldats, à subir la loi de la force, et beaucoup de ces malheureuses sont enceintes de leurs œuvres.

V

Le Martyre des Prisonniers Français

Dans nombre de combats, on a vu les Allemands achever nos blessés à la baïonnette avec une sauvagerie systématique.

Ceux de nos soldats qui ont été faits prisonniers sont soumis en ALLEMAGNE à un régime odieux de brutalité et d'arbitraire.

Ils meurent de faim : nourris d'une infusion de glands le matin, d'une soupe à midi, d'une infusion le soir, avec, pour cinq, une boule de pain moisie.

VI

La Victoire certaine

Que conclure de tout cela ?

D'abord, qu'il faut redoubler d'énergie pour obtenir le résultat complet qui fondera la paix de l'EUROPE et qui ne peut plus nous échapper.

Ensuite, que mieux vaut pour les soldats français mourir en combattant que de tomber aux mains des Allemands et périr d'inanition ou de tuberculose dans leurs prisons.

Pleins de confiance, marchons de toutes nos forces vers la victoire certaine, — victoire de la PATRIE et de la RÉPUBLIQUE, — victoire du DROIT, de la LIBERTÉ et de la CIVILISATION.

Il est inutile d'ajouter des commentaires à cet ordre du jour.

Le Haut Commandement.

N° 32, 22 mars 1915.

Grand Quartier général, le 3 octobre 1915.

Depuis quelque temps le Haut Commandement allemand a connaissance de l'ordre du jour suivant du général Joffre :

Grand Quartier Général
des

Armées de l'Est.

Etat-Major (Secret)

3^e Bureau

N^o 8.565.

Au G. Q. G., le 14 septembre 1915.

Note pour les Généraux Gdt les G. A.

L'élan des troupes et leur esprit de sacrifice constituent l'élément principal des attaques. Or, le soldat français se bat d'autant plus bravement qu'il comprend mieux l'importance des actions où il est engagé et qu'il a davantage confiance dans les dispositions prises par le Commandement. Il est donc essentiel que les Officiers de tous grades éclairent dès maintenant leurs inférieurs sur les conditions favorables dans lesquelles se produira la prochaine offensive des forces françaises.

Les points ci-dessous devront être connus de tous :

1^o Prendre l'offensive sur le théâtre d'opérations français est pour nous une nécessité, afin de chasser les Allemands hors de France. Nous délivrerons ainsi nos compatriotes asservis depuis douze mois, et nous arracherons à l'ennemi le gage précieux de nos territoires envahis ; en outre, une brillante victoire remportée sur les Allemands déterminera les nations neutres à se déclarer en notre faveur et contraindra l'ennemi à ralentir ses opérations contre l'armée russe pour faire face à nos attaques.

2^o Tout a été fait pour que cette offensive pût être exécutée avec des forces considérables et des moyens matériels puissants.

La valeur, sans cesse accrue, des organisations défensives de première ligne, l'utilisation de plus en plus grande des troupes territoriales sur le front, l'augmentation des effectifs britanniques débarqués en France, ont permis au Commandant en Chef de retirer du front et de préparer pour les attaques un grand nombre de Divisions constituées, d'un effectif égal à celui de plusieurs années.

Ces forces, comme celles maintenues sur le front, disposent d'un matériel de guerre moderne et complet. Le nombre des mitrailleuses a été plus que doublé ; les canons de campagne remplacés au fur et à mesure de leur usure par des canons neufs, disposent d'un stock considérable de munitions ; les convois automobiles ont été multipliés tant pour le ravitaillement que pour les déplacements de troupes.

L'Artillerie lourde, outil principal des attaques, a été l'objet d'un effort intense. Une masse considérable de batteries de gros calibre a été réunie et organisée en vue des prochaines opérations. La dotation journalière en munitions prévue pour chaque pièce dépasse les plus grandes consommations constatées dans le passé.

3^o L'époque actuelle est particulièrement favorable à l'offensive générale.

D'une part en effet, les Armées Kitchener terminent leur débarquement en France et, d'autre part, les Allemands ont fait, le mois dernier encore, sur notre front, des prélèvements de forces à destination du front russe. Les Allemands n'ont que de bien maigres réserves en arrière de la ligne mince de leurs retranchements.

4° L'offensive sera générale, elle comportera plusieurs grosses attaques simultanées exécutées sur de très grands fronts. Les troupes britanniques y participeront avec des effectifs considérables. Les troupes belges prendront également part à l'action. Aussitôt que l'ennemi aura été ébranlé, les troupes maintenues sur les parties jusque-là passives du front l'attaqueront à leur tour pour achever sa désorganisation et le mettre en déroute.

Il s'agira pour toutes les troupes qui attaqueront non pas seulement d'enlever les premières tranchées ennemies, mais de pousser sans trêve, — de jour comme de nuit —, au delà des positions de 2^e et 3^e lignes jusqu'au terrain libre. Toute la Cavalerie participera à ces attaques pour exploiter le succès à grande distance en avant de l'Infanterie.

La simultanéité des attaques, leur puissance, leur étendue, empêcheront l'ennemi d'accumuler ses réserves d'Infanterie et d'Artillerie sur un point, comme il put le faire au nord d'Arras. Elles sont un gage certain du succès.

La communication de ces renseignements aux troupes ne manquera pas d'élever leur moral à la hauteur des sacrifices qui leur seront demandés. Il est donc indispensable qu'elle soit faite avec intelligence et conviction.

signé : J. Joffre.

A cet ordre du jour un colonel français ajouta ce qui suit :

Note du Colonel :

En portant cette note à la connaissance de MM. les Chefs de Btn. et Cds. de Cie. le Colonel les prie de profiter de toutes les circonstances, pendant le travail, dans les tranchées, au camp, pour faire comprendre aux hommes que l'effort qui leur est demandé peut, par ses conséquences, amener des événements tels que la guerre pourrait être finie du coup à bref délai.

Il faut que tous mettent, à l'attaque projetée, la vigueur, l'énergie et la bravoure nécessaires à l'obtention d'un si grand résultat.

Il faut traverser les lignes allemandes et pour cela marcher quand même. . . .

L'ordre du jour du général Joffre est complété de façon intéressante par le manifeste suivant du Chef de la division de la Garde anglaise, lequel est tombé aux mains des Allemands le 25 septembre :

Circular Memorandum — 392 A.

On the eve of the biggest battle in the Worlds History the General Officer Commanding Guards Division wishes his troops God speed.

He has nothing to add to the stirring words spoken by the Corps

Commander this morning, but he wishes to impress upon everybody two things —

First : that the fate of future generations of Englishmen hangs on this battle —

Second : that great things are expected of the Guards Division.

He knows that as a Guardsman of over 30 years service he need say no more.

Lord Cavan.

Traduction :

A la veille de la plus grande bataille de tous les temps, le Chef de la Division de la Garde souhaite bonne chance à ses troupes. Il n'a rien à ajouter aux paroles entraînantes du général en Chef de ce matin. Que chacun se rende compte de deux choses :

1° Que de l'issue de cette bataille dépend le sort de futures générations anglaises.

2° Qu'on fonde de grands espoirs sur la Division de la Garde.

Appartenant à la Garde depuis 30 années de service, il sait qu'il n'a besoin de rien ajouter.

signé : Lord Cavan.

De ces deux documents il ressort tout d'abord qu'on trompe honteusement l'opinion publique, lorsqu'on assure, — *après que l'attaque du 25 septembre eut échoué et manqué son but réel* — que l'arrêt qui s'est produit dans l'avance des armées alliées faisait partie du *plan primitif* des Etats-majors anglais et français.

Mais ces ordres du jour permettent encore de faire d'autres constatations. Le but de l'attaque était de rejeter les Allemands hors de France. Le résultat par contre, le voici : Sur un front long d'environ 840 kilomètres, les troupes allemandes ont été refoulées à deux endroits, une fois sur une largeur de 23 kilomètres, ailleurs — non point grâce aux capacités militaires des assaillants anglais, mais uniquement grâce à la surprise causée par une attaque à l'aide de gaz —, sur une largeur de 12 kilomètres de la première ligne de leurs organisations défensives dans la deuxième, qui n'est pas la dernière.

Des calculs prudents permettent d'évaluer les pertes françaises en morts, blessés et prisonniers à au moins 130,000, celles des Anglais à 60,000 hommes, tandis que les pertes allemandes n'atteignent même pas un cinquième de ce chiffre.

Laissons ouverte la question de savoir si, après cela, les adversaires ont encore quelque chance d'atteindre leur but final. En tous cas pareils avantages locaux, conquis par un déploiement de forces de six à sept fois supérieures à celles de l'adversaire et préparés par un travail de nombreux mois des fabriques de matériel de guerre de la moitié de la terre, y compris l'Amérique, ne peuvent être considérés comme une « brillante victoire ».

Encore moins pourra-t-on prétendre que l'attaque nous aurait forcés d'agir autrement que selon notre plan, particulièrement en ce qui concerne notre action contre l'armée russe. A part le fait

qu'une division prête à être transportée ailleurs a été retenue sur le front ouest, lorsque se déclancha l'offensive, tandis qu'une autre division en voie de transport sur ce front était dirigée vers le lieu de destination de la division retenue, l'attaque des Alliés n'a pas obligé le Haut Commandement allemand d'employer un seul homme autrement qu'il n'avait été décidé depuis longtemps.

D'autre part, l'attaque ennemie n'a pas été « poussée sans trêve, de jour comme de nuit », elle n'a jusqu'ici pu passer à aucun endroit au delà de nos positions de 2^e ligne et elle ne nous a finalement pas empêché de déplacer nos réserves aussi sûrement et aussi efficacement que nous avons pu le faire lors de l'offensive de mai, au nord d'Arras.

Le Haut Commandement.

N° 89, 6 octobre 1915.

Grand Quartier général, le 17 octobre 1915.

L'importance des espoirs que nos ennemis à l'ouest avaient fondés sur leurs dernières entreprises et des forces qu'ils y avaient employées, ressort non seulement de l'ordre du jour du général Joffre du 14 septembre, déjà publié, mais encore d'un nouvel ordre du jour qui a été trouvé le 13 octobre sur un officier d'état-major français tué, et dont voici le texte :

Grand Quartier Général

des

Armées de l'Est.

Etat-Major

Secret

3^e Bureau

N° 12.975

Au G. Q. A., le 21 septembre

Note pour les G. A. N. et G. A. C.

L'intensité de l'effort que vont donner les Armées Françaises et Anglaises, devra être expliqué à tous les régiments avant les attaques, sous la forme générale suivante :

Les opérations sont confiées à 35 divisions sous le général de Castelnau;

18 divisions françaises sous le général Foch et

13 divisions anglaises;

15 divisions de cavalerie dont cinq anglaises.

Sont en outre prêtes à agir :

12 divisions françaises et l'armée belge.

Les trois quarts des forces françaises sont à la bataille générale. Elles seront appuyées par 2,000 pièces lourdes et 3,000 pièces de campagne, dont l'approvisionnement en munitions dépasse de beaucoup celui des débuts de la guerre.

Toutes les chances de succès ont été réunies, surtout si l'on se rappelle que nos récentes attaques d'Arras ont été données par 15 divisions et 300 pièces lourdes.

Signé : J. Joffre.

18^e D. J.

5634

N° 95, 20 octobre 1915.

A LA POPULATION FRANÇAISE

Le Gouvernement français continue ses efforts pour illusionner le peuple, le monde entier et peut-être lui-même, sur l'état réel des choses : il invente des victoires qui ne furent jamais remportées ; il dissimule les pertes incontestablement subies.

Cette tendance s'est manifestée d'une manière éclatante lors du premier échange des prisonniers invalides.

Tandis qu'en Allemagne on recevait les compatriotes revenant de France avec tous les honneurs et les égards dus à ces héros, le Gouvernement français faisait conduire secrètement ses grands blessés à travers les grandes villes. Il cachait les convois de ces victimes, dignes du plus haut respect, dans des gares de triage et dans des hôpitaux éloignés. Ce n'est que trop naturel ! La population aurait pu être informée sur maints événements dissimulés et dénaturés jusqu'ici.

Le même jeu est pratiqué vis-à-vis des parents des prisonniers de guerre. Combien y en a-t-il qui sont informés d'une manière certaine sur le sort de ceux des leurs qui ont suivi les drapeaux et qui se trouvent actuellement internés en Allemagne comme prisonniers de guerre ? Les uns sont maintenus dans l'illusion que ceux qui leur sont chers se trouvent au front, sains et saufs, et que, seulement pour des raisons stratégiques ou par suite du mauvais fonctionnement de la poste militaire, leurs nouvelles se font attendre. A d'autres, on conte que leur fils, leur père, leur ami a trouvé la mort pour la Patrie.

Et tout cela, parce que la vanité du Gouvernement français ne permet pas l'aveu pur et simple : « Nous avons perdu, entre les mains des Allemands, 250,000 prisonniers, sans tenir compte des autres pertes. »

Cette négligence du Gouvernement français, qui n'ose avouer la vérité au peuple qui sacrifie ses fils à la politique officielle, eh bien, nous tâcherons de la réparer !

Dans ce but, nous commençons aujourd'hui la publication de la liste des 250,000 prisonniers de guerre français qui se trouvent en Allemagne. Plus tard, nous ferons suivre la liste des officiers et soldats français enterrés sur les champs de bataille du territoire occupé par les troupes allemandes, et de ceux qui sont morts dans les hôpitaux allemands.

En entreprenant cette tâche, nous voulons donner à la population française les éclaircissements qui s'imposent impérieusement, comme un devoir humanitaire.

La “ Gazette ” et la Presse Parisienne

Un proverbe populaire affirme que telle femme est la meilleure dont on parle le moins. Le mutisme presque complet, et qui sent le mot d'ordre, qu'observe la presse parisienne à l'égard de la « *Gazette des Ardennes* » est le plus éloquent hommage qui puisse lui être rendu. De temps en temps, il est vrai, le silence est rompu ; et alors c'est toujours, — à défaut non point d'éloges, que la *Gazette* n'attend pas et dont elle n'aurait que faire, mais *de quelque riposte justifiée par des arguments sérieux !* — une de ces petites perfidies de rien du tout, telles que les affectionne certaine presse sans sincérité. Voici un petit exemple : Le « *Gaulois* » du 2 juillet emprunte à l'« *Echo de Paris* » la lettre suivante que Maurice Barrès prétend avoir reçue du front :

Mon cher Maître,

..... Un aviatik qui passait au-dessus de nos tranchées a eu l'excellente idée de laisser choir quelques exemplaires de cette fameuse « *Gazette des Ardennes* ». Imaginez notre stupeur. Une liste « colossale » de prisonniers français... des officiers en grand nombre, surtout des coloniaux ! Et parmi eux notre capitaine, qui ne nous a pas quittés depuis le début de la guerre et qui commande actuellement notre secteur, face aux Bavarois ! Tout commentaire est inutile, n'est-ce pas ?

Tout commentaire à cette petite perfidie est, en effet, superflu. Il est facile à concevoir que le Gouvernement français et sa presse aient intérêt à semer le doute sur les listes scrupuleusement exactes que publie la « *Gazette* » remplissant ainsi, à l'égard de la population française, un simple devoir humanitaire que le Gouvernement de Paris s'obstine à négliger. Mais comme il est impossible à ce dernier de démentir ouvertement ces listes, dressées dans chaque camp par les prisonniers français eux-mêmes, et d'infirmer tant soit peu les chiffres et les noms publiés par la « *Gazette* », ceux qui servent sa cause ont recours aux petits moyens retors. La lettre reproduite ci-dessus en est un.

Admettant qu'elle ne soit pas apocryphe et inventée de toute

pièce pour les besoins de la « bonne cause », pourquoi M. Barrès et son correspondant n'ont-ils pas cru devoir rendre plus convaincante leur accusation, en précisant le nom du dit capitaine, son domicile et son régiment, ainsi que la liste, où l'auteur de la lettre prétend l'avoir trouvé.

Pour peu qu'un des journaux qui ont reproduit cette lettre ait conservé quelque souci de loyauté, il tiendra à apporter ces précisions nécessaires, sans lesquelles le soi-disant témoignage s'écroule lamentablement. La « Gazette » qui ne craint pas la lumière, ne manquera pas d'établir alors de la façon la plus nette, s'il s'agit soit d'un homonyme ou bien d'une erreur d'autre genre.

Profitant de l'occasion, relevons encore une petite perfidie du même genre que nous trouvons dans une des lettres sur la vie dans les provinces occupées, que publie dans l'« Echo de Paris » une « évacuée » anonyme. Il y est dit, par rapport à la « Gazette », que celle-ci publie des communiqués français « plus ou moins exacts ». Même insinuation perfide ! Que l'auteur précise donc un peu le ou les cas, où il a trouvé ces communiqués « moins » exacts. Nous l'en défions ! L'« Echo de Paris », qui reproduit cette petite perfidie cachée, sait d'ailleurs parfaitement à quoi s'en tenir, attendu que — par une ironie du sort particulièrement savoureuse ! — c'est précisément dans ses propres colonnes que sont découpés régulièrement les bulletins français destinés à être reproduits dans la « Gazette ».

LA "GAZETTE" ET SES LECTEURS

La mystérieuse « évacuée » qui signe les lettres publiées par l'« *Echo de Paris* » sur la « Vie aux Pays occupés » et qui insinuait naguère que la « *Gazette des Ardennes* » publiait des communiqués français « plus ou moins exacts », n'a jamais répondu — et pour cause ! — quand nous l'avons sommée d'en citer un seul qui fut tant soit peu inexact.

Pour convaincre les lecteurs de l'« *Echo* » que cette « *Gazette* », qu'on se garde bien, d'ailleurs, de mettre sous leurs yeux, ne contient que des « victoires boches » inventées et auxquelles personne ne croit, cette charmante dame citait l'autre jour la petite histoire de certain camelot vendant notre prose aux cris de : Voilà pour un sou de « menteries » !

Nous ne sommes ni assez aveugles ni assez sourds pour ne pas savoir que dans les territoires occupés il existe beaucoup de gens qui s'imagineraient être de « mauvais Français » s'ils ne se prémunissaient de toute leur méfiance patriotique à l'égard de ce que nous imprimons. C'est là une attitude qui ne nous émeut guère. Nous ignorons, d'ailleurs, ce qu'ils pensent dans leur for intérieur, pour peu qu'ils prennent la peine de réfléchir.

Le front d'acier de l'armée allemande sur territoire français est depuis assez longtemps immuable pour que plus d'une rumeur annonçant quelque changement prochain, quelque événement sensationnel et décisif, ait sombré dans le silence de la désillusion.

Peu nous importe d'ailleurs. Mais à quoi bon mentirions-nous du reste ? Ce sont les faits, non les paroles, qui décideront la guerre. A quoi cela nous avancerait-il de tromper les populations des territoires occupés ? En quoi cela pourrait-il changer tant soit peu le cours des événements ? Quand la guerre sera terminée, ne seront-elles pas à même de se rendre compte sans nous de ce qui sera et aura été la vérité ? Nous ne tenons nullement à être démentis plus tard par les faits. Nous ne sommes pas de ces feuilles qui n'ont souci que des sensations quotidiennes. Nous avons le sang-froid qui, à travers le présent, envisage l'avenir.

Ou bien croit-on peut-être que nous nous laissons guider par des considérations matérielles. Notre journal n'est pas une « affaire ». Ce serait d'ailleurs une bien mauvaise affaire que de servir à nos lecteurs des nouvelles qui, tout en étant fausses, n'auraient souvent pas même l'avantage de leur être agréables à entendre ! Non, ce n'est pas ainsi que la « *Gazette* » a pu gagner, dans les départements occupés, ses 70.000 à 75.000 acheteurs régu-

liers. Ces chiffres ne sont-ils pas une preuve qu'il y a tout de même assez de gens qui s'intéressent à ce que nous leur apprenons ?

Mais, dira-t-on, la « *Gazette* » n'ose imprimer que ce que les autorités allemandes lui permettent de dire. Quel intérêt auraient donc celles-ci de se voir accuser plus tard de mensonge ?

Il n'est pas dans leurs coutumes de gagner les batailles avec des mots et des articles de journaux. Elles pourraient d'ailleurs tout aussi bien laisser la population sans nouvelles, ce qui serait plus simple que d'en inventer !

Non, le seul but, l'unique raison d'existence de la « *Gazette* » reste le principe défini en ces termes, dans son premier numéro du 1^{er} novembre 1914 : « Le désir souvent exprimé par les populations des départements occupés par l'armée allemande, de connaître des nouvelles de l'extérieur, a seul guidé la création de ce journal. »

Le caractère d'un journal ne se définit, cependant, pas uniquement par son but. Ce sont les collaborateurs qui lui donnent de plus en plus sa forme. Parlons donc un peu de ce travail que nous faisons parce qu'il nous intéresse, parce que nous croyons faire ainsi œuvre utile et non point, comme certains feignent de croire, parce que, étant des « Boches » capables de toutes les horreurs imaginables, nous éprouverions un plaisir particulier à monter à nos malheureux lecteurs les plus fantastiques bateaux !

Non, rien ne nous paraît plus sage que de dire la simple vérité.

Cette vérité, ce sont avant tout les *faits* que nous rapportons. La « *Gazette des Ardennes* » pousse même la sincérité jusqu'à publier régulièrement et intégralement tous les communiqués français à côté des communiqués allemands, alors que pas un seul journal de Paris ni de France n'ose se permettre cette franchise. Bien mieux, dans leurs grandes et petites calomnies à l'adresse de la « *Gazette* », certains journaux chauvins de Paris se gardent même de signaler cette publication intégrale des communiqués français. Nous comprenons qu'elle ne fasse pas du tout leur affaire ; car rien ne prouve mieux que cette tribune libre accordée à l'adversaire, combien peu la « *Gazette* » craint le démenti et combien peu la censure allemande appréhende les mots qui ne changent rien aux faits !

A part les faits qu'il rapporte, tout journal exprime encore des opinions. Ces opinions qui sont, bien entendu, les nôtres, nous les exprimons franchement, avec preuves et arguments à l'appui, sans élever la ridicule prétention d'être en tous points infaillibles.

Il est évident que dans les circonstances spéciales qui donnèrent la vie à la « *Gazette* », les rapports tant actuels qu'historiques entre l'Allemagne et la France soient un des principaux sujets

à traiter. En face d'une alliance unissant à la France la Russie d'une part, l'Angleterre de l'autre, — pour ne pas parler des Italiens ! — nous ne pouvons nous empêcher d'en appeler parfois au jugement de l'Histoire. Nous disons ouvertement que les épousailles entre la nation de Jeanne d'Arc et de Napoléon et le peuple de leurs meurtriers nous semblent une honteuse mésalliance. Telle est notre opinion, qui nous semble être d'une évidence historique indiscutable. Aussi nous permettons-nous de douter que les hommes qui lièrent le sort de la France aux desseins de l'Angleterre aient mieux saisi le sens profond des destinées de leurs pays que nous autres, qui considérons cette alliance franco-anglaise comme une monstruosité fatale.

Mais ce faisant nous n'avons nulle intention de prêcher à cette heure une future amitié entre l'Allemagne et la France.

Si notre travail réussit à contribuer, à rendre moins injuste et plus calme le jugement de l'un ou l'autre Français, clairvoyant à l'égard de l'Allemagne, si d'autre part il contribue à éclairer nos lecteurs sur les responsabilités des metteurs en œuvre de la grande tragédie européenne, des Delcassé, Grey, Iswolski, etc., nous considérerons qu'il n'aura pas été vain.

Mais qu'on ne nous impute pas des tendances et des intentions que nous n'avons pas.

L'histoire des deux peuples, l'allemand et le français, nés tous deux du même traité de Verdun, en l'an 843, démontre que jamais encore depuis ces temps lointains, il n'y eut « amitié » entre eux. Et nous ne sommes pas aussi naïfs que le pense tel publiciste parisien qui a cru trouver dans la « Gazette » l'expression de la pensée que la France et l'Allemagne allaient demain s'unir dans une ardente et solide affection, qu'elles étaient en somme deux bonnes voisines « que les circonstances amenèrent à se flanquer une peignée, mais qui au fond s'aiment bien et ne demandent qu'à s'embrasser ».

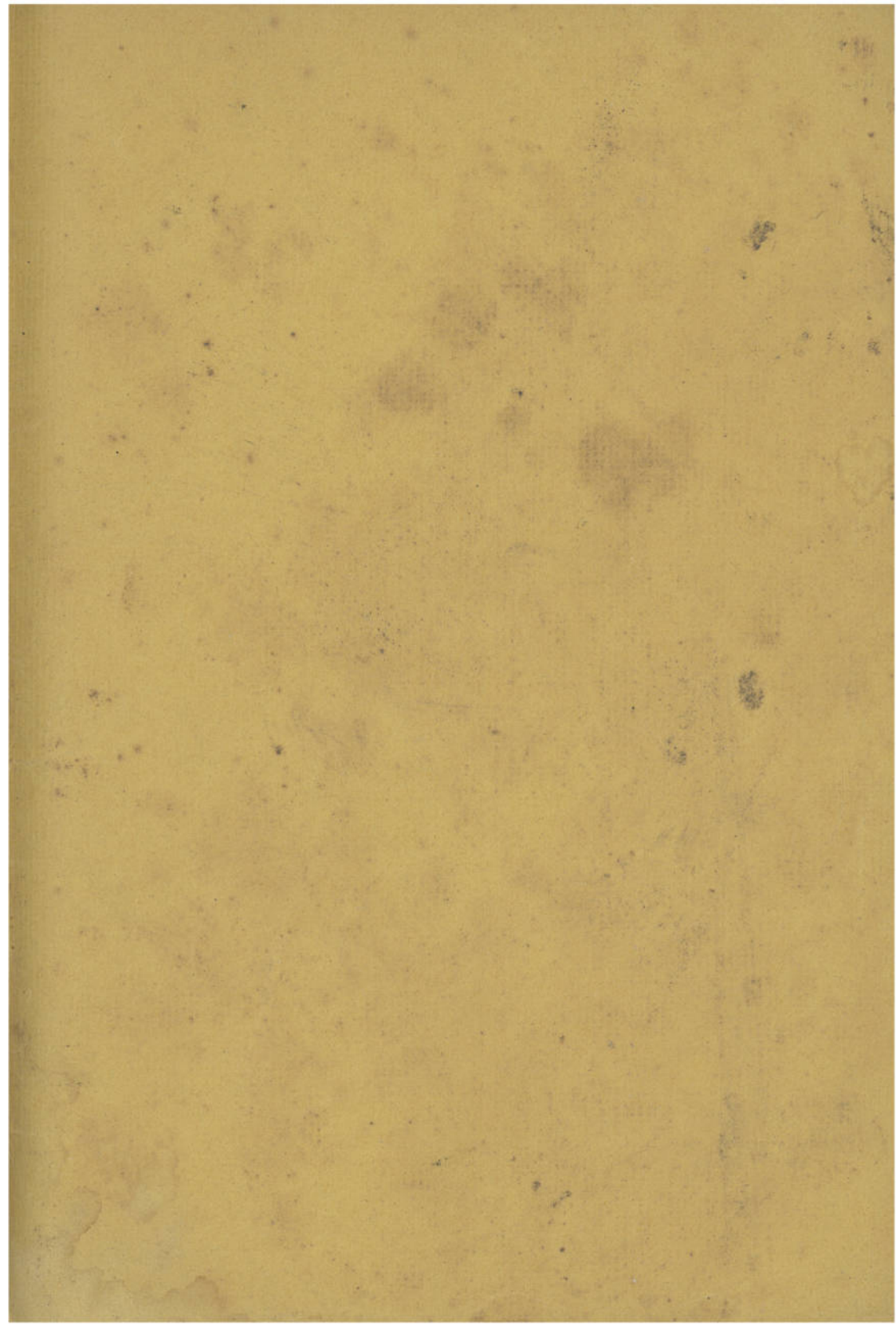
Nos lecteurs nous attesteront que nous n'avons jamais rien dit d'aussi fou.

Mais comme on peut admettre qu'un jour la paix reviendra et qu'alors les peuples devront se remettre à vivre, qu'ils le veuillent ou non, d'autre chose que de cette haine aveugle dont la presse parisienne verse à son public la dose matinale, nous avons cru devoir dénoncer parfois le travail néfaste de ces semeurs de calomnies et de passions mauvaises et superflues, qui n'ont rien à voir avec le noble devoir patriotique, ce travail vil et sournois qui prépara la guerre et qui, aujourd'hui, ne néglige rien pour l'exaspérer, ce travail funeste dont, un jour, le peuple français demandera raison sur l'énorme tombe où dormiront des centaines de milliers de ses fils.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Anniversaire	5
Ile et Continent	9
Le Bienfait de la Guerre	11
Allemands et Français	13
Paris et la France	16
A propos d'un discours de M. Viviani	19
La Diplomatie fatale	23
La France et l'Italie	26
Quelques chiffres	29
Fécondité	33
Après la Guerre	36
Semeurs de Haine	40
Méditation rétrospective d'un Français de Province	41
La « Rude Vérité »	46
La Campagne d'Hiver	49
Le Mensonge méthodique	53
Le Câble asservi	58
Après un an de Guerre. — Réponse aux Aviateurs Français	61
Décret	68
L'Angleterre réserve ses Forces	70
Propos de Famine	73
Les Munitions	75
Protestation de Napoléon I ^{er} contre la perfidie anglaise	77
Diverses Neutralités	78
Quelques ordres du jour des armées alliées	81
A la Population Française	89
La « Gazette » et la Presse Parisienne	90
La « Gazette » et ses Lecteurs	92

1847



Imprimé et édité
par la
« *Gazette des Ardennes* »
Charleville.